

MIGRANTS DE RETOUR DE LIBYE :

L'expérience douce-amère
du retour au pays
Rapport sommaire



Organisation internationale pour les migrations (OIM)

MIGRANTS DE RETOUR DE LIBYE :

L'expérience douce-amère du retour au pays Rapport sommaire

Préparé par Asmita Naik, consultante pour l'OIM



Organisation internationale pour les migrations (OIM)

SOMMAIRE

RESUME	6
1. INTRODUCTION	9
2. CONTEXTE	10
3. METHODOLOGIE.....	12
4. SCHEMAS MIGRATOIRES.....	13
5. DEPART POUR LA LIBYE	16
5.1. La vie avant le départ pour la Libye	16
5.2. Les routes vers la Libye	16
5.3. Emplois occupés par les migrants en Libye.....	17
6. LE RETOUR AU PAYS.....	20
6.1. Nombre de migrants de retour	20
6.2. Le voyage de retour au pays	21
7. CARACTERISTIQUES DES MIGRANTS DE RETOUR.....	23
7.1. Sexospécificités	23
7.2. Age	23
7.3. Situation matrimoniale	24
7.4. Degré d’instruction	25
8. RAPATRIEMENTS DE FONDS	27
8.1. Montant et mode de transfert.....	27
8.2. Importance et utilisation des fonds rapatriés	28
9. CIRCONSTANCES ET EXPERIENCE DU RETOUR.....	30
9.1. Accueil des migrants à leur retour	30
9.2. Situation au retour et conditions de vie.....	30
10. IMPACT SOCIOECONOMIQUE.....	36
10.1. Effets sur les communautés	36
10.2. Réponse des pouvoirs publics.....	39
10.3. Possibilités d’intégration socioéconomique.....	41
11. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	43
Réintégration et stabilisation communautaire.....	43
Gestion des migrations et renforcement des capacités.....	44
Développement durable	45
REFERENCES	46

RESUME

Introduction

Ce résumé examine la situation de migrants originaires de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest rentrés chez eux à cause du conflit libyen. Son but est de faire comprendre les facteurs qui ont motivé initialement l'émigration de ces personnes, leur parcours jusqu'en Libye et leurs efforts pour y commencer une nouvelle vie, le retour précipité au pays, leur besoins actuels ainsi que le contexte dans lequel elles rentrent chez elles. Le présent document s'appuie sur diverses évaluations menées par l'OIM au plus fort de la crise et offre un éclairage original sur la réflexion et l'état d'esprit des migrants de retour, de leurs familles et de leurs communautés. Il en ressort une histoire avant tout humaine, où se mêlent la reconnaissance pour les nombreuses vies sauvées grâce à une intervention internationale rapide et complexe, mais aussi un sentiment de désespoir pour l'avenir. Les migrants de retour ont les idées, les compétences et le désir nécessaires pour prendre un nouveau départ dans leurs communautés d'origine, mais ont cruellement besoin d'un soutien technique et financier qui les aide à se réintégrer. La déstabilisation des pays de la région risque sérieusement de s'amplifier si l'on ne s'attaque pas à ces questions. Le rapport conclut par un ensemble de recommandations qui proposent des mesures pouvant aider à réintégrer les migrants de retour, ainsi que les projets et les programmes nécessaires pour faciliter la « stabilisation communautaire » dans les régions de retour.

Contexte

En février 2011, les troubles civils en Libye ont tourné au conflit armé entre les forces pro-Kadhafi et les rebelles du Conseil national de transition, lequel a bénéficié de l'appui aérien de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Les combats ont provoqué l'une des plus grandes crises migratoires de l'histoire moderne, 706 000 migrants ayant fui la Libye entre le 28 février et le 27 septembre 2011. Cet afflux de population dans les pays voisins comprenait non seulement des migrants originaires de ces pays, mais aussi des ressortissants d'autres régions plus lointaines – issus de plus de 120 pays – qui avaient besoin d'être rapatriés. La plupart venaient d'Afrique, mais des milliers d'entre eux étaient originaires d'Asie – en particulier du Bangladesh mais aussi de pays plus éloignés comme les Philippines et le Viet Nam. Le rôle de l'OIM dans la crise a consisté à aider les Etats Membres à évacuer leurs ressortissants en détresse bloqués à l'intérieur et à l'extérieur de la Libye. Le présent rapport sommaire s'intéresse en particulier à la situation critique des migrants de retour dans six pays d'Afrique de l'Ouest, à savoir le Burkina Faso, le Ghana, le Niger, le Mali, le Sénégal et le Tchad. Il s'appuie sur des rapports d'évaluation et des profils établis par l'OIM pour établir les besoins dans les zones de retour.

La vie en Libye

Les études montrent qu'il existe de solides traditions de migration dans les six pays analysés. La plupart d'entre eux ont connu une migration interne, des zones rurales vers les zones urbaines, et des régions plus pauvres vers les régions plus riches. Tous les pays considérés sont d'importants pays exportateurs de main-d'œuvre, et la Libye a été une destination prisée des migrants, en plus d'être une étape de la migration irrégulière vers l'Europe – en particulier l'Espagne, la France et l'Italie. La migration est en grande partie motivée par la recherche d'un travail, et la plupart des régions d'émigration sont pauvres et manquent de possibilités d'emploi viables.

Avant de partir pour la Libye, les migrants travaillaient dans divers secteurs, tels que le commerce, la maçonnerie, la plomberie, la charpenterie et l'agriculture. La plupart de ces emplois étaient mal rémunérés, ce qui a déclenché leur quête de nouvelles perspectives à l'étranger. La route de la Libye

au départ de l'Afrique subsaharienne est un voyage périlleux de plusieurs jours à travers le désert du Sahara. A leur arrivée en Libye, les migrants occupaient divers types d'emplois, comme la maçonnerie et le bâtiment, la manutention, l'agriculture, les travaux domestiques et des travaux occasionnels. Les revenus pouvaient être intermittents, si bien qu'il n'est pas possible d'établir des généralisations quant aux sommes gagnées ou rapatriées par les migrants. En revanche, on sait que dans les six pays, les rapatriements de fonds représentaient une forme importante de soutien aux familles, jouant un rôle majeur dans la survie des ménages. Ils servaient à couvrir les besoins domestiques quotidiens – à payer la nourriture, le logement, ainsi que les dépenses de santé et d'éducation – et il ne restait que peu pour investir.

Retour au pays

Selon les derniers chiffres de l'OIM (datés du 14 mars 2012), la crise s'est soldée par la nécessité d'évacuer vers leurs pays d'origine (surtout en Afrique, mais aussi dans certains pays d'Asie) environ 318 000 ressortissants de pays tiers se trouvant dans les pays voisins de la Libye (Algérie, Egypte, Niger, Tchad et Tunisie). La grande majorité des migrants de retour (98 % à 99 % dans certains endroits) étaient des hommes âgés de 20 à 40 ans pour la plupart et ayant un faible niveau d'instruction. Inévitablement, comme dans toute crise humanitaire, les migrants sont partis à la hâte, craignant pour leur vie du fait du conflit en lui-même, et aussi parce qu'ils risquaient de devenir la cible des forces rebelles. Biens, économies, objets de valeur et documents ont été abandonnés dans la précipitation du départ. L'OIM a collaboré avec les pouvoirs publics et des organismes partenaires pour faire en sorte que des structures d'accueil soient mises en place. Ce travail a consisté à installer des centres de transit, afin de fournir des vivres, de l'eau et des installations sanitaires en attendant que soit organisé le transport jusqu'aux destinations finales.

Circonstances et expérience du retour au pays

Pour nombre de migrants rentrant au pays, le retour a été une expérience douce-amère. Les retrouvailles ont été riches en émotions ; les familles étaient soulagées de voir leurs proches rentrer à la maison sains et saufs mais, rapidement, la joie a fait place à l'inquiétude de ne pas parvenir à joindre les deux bouts, et les migrants se sont sentis gênés d'être revenus à la maison les mains vides. Les migrants de retour se sont retrouvés dans une situation très difficile, et ont souvent fait part de leurs sentiments de désespoir, d'anxiété et de frustration. Les préoccupations les plus courantes et les plus apparentes étaient l'emploi, le soutien financier, les dépenses quotidiennes et le logement. Les migrants de retour ont exprimé leur frustration face à l'absence de suivi de la part des pouvoirs publics et des autorités politiques.

Les migrants de retour ont recouru à diverses mesures pour s'en sortir, puisant dans leurs économies et vendant leurs biens et leurs bêtes. Certains ont repris le travail qu'ils faisaient avant de partir en Libye – comme l'agriculture –, mais ne disposaient pas de moyens financiers leur permettant d'amorcer de nouvelles activités rémunératrices, même s'ils avaient des idées et le souci de se prendre en charge. La plupart avaient des ambitions – travailler dans l'agriculture, monter une entreprise, réaliser des projets de construction ou apprendre à conduire, par exemple – mais avaient besoin d'argent et de matériel pour lancer ces initiatives. D'autres obstacles à la réintégration venaient s'ajouter, dont le traumatisme psychologique, la perte de terres ou de biens, et les dettes. Naturellement, certains migrants de retour souhaitaient émigrer de nouveau et attendaient juste l'occasion de repartir en Libye. Il est intéressant de noter, toutefois, que la plupart des migrants rentrés au pays étaient disposés à y rester et à s'adapter aux conditions locales, pour peu qu'ils puissent obtenir une aide pour trouver un emploi ou s'installer à leur compte.

Les communautés d'origine des six pays étudiés ont, elles aussi, subi certaines répercussions. La majorité des migrants étaient issus de communautés pauvres et sous-développées, qui souffraient

d'une agriculture défaillante, de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition, de l'absence de perspectives économiques, ainsi que de l'inadéquation des infrastructures de santé et des services d'éducation. Certaines régions connaissaient également des conflits. Dans ce contexte, la migration de main-d'œuvre constituait une importante stratégie d'adaptation.

Pendant le conflit libyen, le transport et le retour dans leurs pays d'origine de centaines et de milliers de migrants a constitué un immense défi logistique, un défi que toutes les parties – organisations internationales, gouvernements et société civile – se sont employées à relever ensemble de manière constructive. La priorité a surtout été d'aider à l'évacuation et au transport de ces personnes en toute sécurité et dans la dignité, et de leur fournir des abris temporaires, des vivres et des soins de santé. Les gouvernements de la région ont coopéré avec l'OIM et d'autres partenaires pour prendre les mesures requises afin de faciliter le retour sans danger de leurs citoyens et des ressortissants de pays tiers traversant leur territoire. Dans les six pays étudiés, le retour et l'accueil des migrants semblent avoir été organisés de façon systématique. Si la plupart des migrants sont rentrés sains et saufs, la majorité d'entre eux a néanmoins encore besoin d'aide pour se réintégrer. Les possibilités de réintégration socioéconomique ont été évaluées dans plusieurs régions, donnant souvent lieu à des suggestions très précises. Bien que le potentiel soit manifeste presque partout, des efforts d'investissement et de développement s'imposent.

Conclusion

Les évaluations offrent un aperçu de la situation des migrants de retour dans les six pays étudiés. L'efficacité de l'opération de rapatriement menée par la communauté internationale, les gouvernements et des organisations non gouvernementales (ONG) pour parer au danger le plus immédiat a permis de sauver la vie de milliers de travailleurs migrants, et évité que la crise libyenne ne se propage à d'autres pays et ne se transforme en une catastrophe humanitaire bien plus grande. Plusieurs mois après, les menaces les plus directes pour la sécurité étant écartées, d'autres besoins retiennent l'attention. Aujourd'hui, ce qui apparaît le plus clairement, ce sont les difficultés et la déception auxquels sont confrontés des dizaines de milliers de jeunes hommes (qui constituaient la majorité des migrants de retour), soudain dépossédés des moyens de subsistance qu'ils avaient trouvés à l'issue d'un parcours semé d'embûches, et qui font face à un avenir sans espoir, sans aucune possibilité de subvenir à leurs besoins. Il est absolument indispensable de mettre en place des programmes d'intégration socioéconomique pour aider les migrants de retour et leur famille, mais aussi pour préserver la paix et la stabilité des communautés, des pays et de la région dans leur ensemble. Il demeure nécessaire de poursuivre l'aide humanitaire sous la forme de distributions gratuites de vivres et d'un soutien psychosocial (entre autres mesures), jusqu'à ce que les programmes de réintégration soient opérationnels. Les initiatives visant à fournir ces services devraient s'inspirer des pratiques exemplaires et tirer des enseignements de la réussite de programmes ou de projets en faveur de l'emploi ou de la réinsertion des jeunes, ou encore des programmes menés ailleurs par l'OIM. Dans le cadre de ce processus, les données recueillies sur les migrants de retour offriront une source d'information essentielle pour la planification future. Le rapport conclut par une série de recommandations visant à répondre aux besoins de réintégration et de stabilisation communautaire, de gestion des migrations et de renforcement des capacités, et de développement durable.

I. INTRODUCTION

Ce rapport sommaire examine la situation de migrants originaires de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest rentrés chez eux à cause du conflit libyen. Son but est de faire comprendre les facteurs qui ont motivé initialement l'émigration de ces personnes, leur parcours jusqu'en Libye et leurs efforts pour y commencer une nouvelle vie, le retour précipité au pays, leur besoins actuels ainsi que le contexte dans lequel elles rentrent chez elles. Le présent document s'appuie sur diverses évaluations menées par l'OIM au plus fort de la crise et offre un éclairage original sur la réflexion et l'état d'esprit des migrants de retour, de leurs familles et de leurs communautés. Il en ressort une histoire avant tout humaine, où se mêlent la reconnaissance pour les nombreuses vies sauvées grâce à une intervention internationale rapide et complexe, mais aussi un sentiment de désespoir pour l'avenir. Les migrants de retour ont les idées, les compétences et le désir nécessaires pour prendre un nouveau départ dans leurs communautés d'origine, mais ont cruellement besoin d'un soutien technique et financier qui les aide à se réintégrer. La déstabilisation des pays de la région risque sérieusement de s'amplifier si l'on ne s'attaque pas à ces questions. Cette dernière section traite des mesures qui doivent être mises en place pour aider les migrants de retour à se réintégrer, ainsi que les projets et les programmes nécessaires pour faciliter la « stabilisation communautaire » dans les régions qui les accueillent.

2. CONTEXTE

En février 2011, les troubles civils en Libye ont tourné au conflit armé entre les forces pro-Kadhafi et les rebelles du Conseil national de transition, lequel a bénéficié de l'appui aérien de l'OTAN. La situation d'urgence s'est prolongée jusqu'à la fin de septembre 2011, date à laquelle la majeure partie du pays se trouvait sous le contrôle du Comité national de transition, seuls des affrontements sporadiques se poursuivant dans les bastions détenus par Kadhafi. Les combats ont provoqué l'une des plus grandes crises migratoires de l'histoire moderne, 706 000 migrants ayant fui la Libye entre le 28 février et le 27 septembre 2011. Cet afflux de population dans les pays voisins comprenait non seulement des migrants originaires de ces pays, mais aussi des ressortissants d'autres régions plus lointaines – issus de plus de 120 pays – qui avaient besoin d'être rapatriés. La plupart venaient d'Afrique, mais des milliers d'entre eux étaient originaires d'Asie – en particulier du Bangladesh, mais aussi de pays plus éloignés comme les Philippines et le Viet Nam. Le rôle de l'OIM dans la crise a consisté à aider les Etats Membres à évacuer leurs ressortissants en détresse bloqués à l'intérieur et à l'extérieur de la Libye. Les opérations d'urgence menées par l'OIM se sont déroulées en deux grandes phases en 2011¹.

Février – juin : Au cours des premiers mois de la crise, des opérations d'évacuation de grande ampleur ont été conduites dans les quatre principaux pays où les migrants s'étaient réfugiés (Egypte, Niger, Tchad et Tunisie), afin de faire face à l'afflux massif de populations quittant la Libye. Globalement, l'OIM et ses partenaires ont assuré le transport de plus de 210 000 ressortissants de pays tiers en détresse (93 % ont été aidés entre février et juin) au départ de l'Algérie, de l'Egypte, de la Libye, du Niger, du Tchad et de la Tunisie. L'un des principaux objectifs était de décongestionner les frontières pour éviter que la crise ne se propage aux pays voisins. A cette fin, l'OIM et le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont uni leurs forces, au début de mars, pour coordonner les efforts d'évacuation et mettre sur pied une cellule d'évacuation humanitaire centralisée. Cette cellule est actuellement hébergée par l'OIM.

Juin – septembre : Après un net ralentissement des mouvements transfrontaliers en provenance de Libye en juin, l'OIM s'est efforcée de maintenir sa présence dans le pays (lorsque la sécurité le permettait) afin de venir en aide aux migrants en détresse, tout en poursuivant ses opérations d'évacuation dans les pays voisins. En mai 2012, elle avait procédé à l'évacuation de 38 000 migrants bloqués à Misrata, Sebha, Gatroun, Tripoli et Benghazi, en combinant divers moyens de transport (bateau, bus et avion). En dépit de nombreuses difficultés logistiques, elle a pu prêter assistance aux migrants bloqués en Libye grâce à ses grandes compétences techniques en matière de gestion des mouvements de population et à son personnel expérimenté chargé des opérations sur le terrain.

Avant la crise, l'économie libyenne reposait en très grande partie sur les travailleurs étrangers – aussi bien des travailleurs très qualifiés ou spécialisés que de nombreux migrants non qualifiés en situation irrégulière. Ce sont ces derniers, en particulier, qui ont été forcés de quitter la Libye par centaines de milliers. La manne pétrolière et le développement des infrastructures de la Libye, conjugués à la politique étrangère favorable à l'Afrique subsaharienne que menait Kadhafi, ont attiré les pauvres des pays avoisinants. Nombre d'entre eux ont trouvé du travail sur le marché de l'emploi peu qualifié, dans le bâtiment ou l'agriculture par exemple. Quelques-uns ont été intégrés dans l'armée régulière, tandis que d'autres auraient été enrôlés comme mercenaires et, selon certaines allégations, auraient obtenu la nationalité libyenne en contrepartie de leurs services. Ces mercenaires auraient été utilisés par le régime de Kadhafi pour réprimer violemment le soulèvement, entraînant à l'encontre des migrants des représailles qui ont été dénoncées par l'OIM, les Nations Unies et des groupes de défense des droits de l'homme.

¹ Pour plus d'informations sur l'intervention de l'OIM, voir : Migrants Caught in Crisis: The IOM Experience in Libya, OIM Genève ; et Humanitarian Emergency Response to the Libyan Crisis. Seven-month report on IOM's response: 28 February – 27 September 2011. OIM, Genève. Disponibles à l'adresse suivante : <http://www.iom.int/jahia/webdav/shared/shared/mainsite/media/docs/reports/MENA-Seven-Month-Report.pdf>.

Les pays voisins de la Libye ont été les plus touchés par les bouleversements, et ont dû faire face à l'afflux de très nombreux migrants traumatisés et démunis, parmi lesquels se trouvaient des personnes ayant des besoins particuliers, dont des malades, des mineurs non accompagnés et des étrangers enregistrés en Libye comme réfugiés, demandeurs d'asile et victimes de la traite. A cet afflux de population se sont ajoutées des menaces plus générales pour la paix et la sécurité, telles que la prolifération d'armes dans la région ou des liens avec le terrorisme et le crime organisé, comme le notait un rapport récent du Conseil de sécurité des Nations Unies au lendemain de la crise². Ces problèmes se sont greffés sur les fléaux qui frappaient déjà la région, comme la pauvreté, l'insécurité alimentaire et les crises nutritionnelles. La rareté des pluies dans l'ensemble de la région du Sahel laisse penser que la récolte de 2012 sera probablement pire que les années précédentes, ce qui aggravera la situation.

Si la rapidité de l'intervention et du transport des migrants de retour a évité une crise humanitaire immédiate aux frontières de la Libye, le retour au pays de très nombreux migrants n'est pas sans conséquences. Le risque de déstabilisation des pays de la région demeure préoccupant. Ainsi, le récent coup d'Etat au Mali peut être en partie dû à la prolifération des armes en provenance de la Libye, et à l'implication possible de migrants de retour touaregs ayant combattu comme mercenaires aux côtés des troupes libyennes³. (Des rapports indiquent que certains Touaregs ont gagné la Libye uniquement après le début de la crise, pour rejoindre les forces pro-Kadhafi⁴.) On craint également que ces facteurs n'aggravent l'insécurité engendrée par la crise alimentaire que connaît la région, surtout au Niger, qui accueille actuellement d'autres réfugiés originaires du Mali en raison du conflit qui a éclaté dans ce pays.

Il y a aussi des répercussions économiques. En dehors de l'incidence directe de l'arrêt des rapatriements de fonds, la concurrence pour les ressources et les emplois s'est intensifiée, ce qui accroît la pression sur les économies locales. Le rapport précité du Conseil de sécurité des Nations Unies analyse les incidences budgétaires et financières au niveau national. Pendant des années, la stratégie libyenne avait consisté à investir massivement en Afrique subsaharienne, et l'interruption de ces investissements dans des pays comme le Mali a aggravé le chômage et entraîné à la hausse le prix des produits de base et le coût du transport. Au Niger, les dépenses consacrées à la défense auraient progressé de 65 %, alors que le budget destiné aux services sociaux a diminué.

Le présent rapport s'intéresse plus particulièrement à la situation critique des migrants de retour dans six pays d'Afrique de l'Ouest, à savoir le Burkina Faso, le Ghana, le Niger, le Mali, le Sénégal et le Tchad. Il s'appuie sur des rapports d'évaluation et des profils établis par l'OIM pour établir les besoins dans les zones de retour, ainsi que sur des documents relatifs aux programmes de réintégration et de stabilisation communautaire que l'OIM a mis en place pour aider les migrants rentrant au Niger et Tchad – les deux pays les plus touchés. Il repose également sur les rapports que l'OIM a consacrés à cinq des pays examinés ici, ainsi que sur un rapport d'évaluation sur le Ghana établi par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) avec l'appui de l'OIM. Etant donné que les évaluations ont été réalisées entre juin et octobre 2011, elles ne permettent peut-être pas de dresser un tableau exact des dernières évolutions enregistrées sur le terrain. Bien que le contexte général soit bien connu, ces évaluations apportent des éclairages sur la situation spécifique des personnes concernées – points de vue des rapatriés, de leur famille et de leur communauté, et réalités d'un retour imprévu et prématuré. Ce rapport sommaire a pour but de servir d'outil de référence rapide en réunissant en un document facile à consulter les principales données et informations factuelles tirées de chaque évaluation. Toutefois, il convient d'être prudent lorsqu'on compare les résultats des diverses évaluations, dans la mesure où chacune d'elles a été effectuée en fonction du contexte local, comme indiqué ci-après.

² Rapport de la mission d'évaluation des incidences de la crise libyenne sur la région du Sahel, 7-23 décembre 2011 (cote S/2012/42).

³ Voir par exemple : Tuareg rebels make troubled return from Libya to Mali, BBC, 29 février 2012 (disponible à l'adresse suivante : <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-17192212>) ; ou encore : Sécurité des moyens d'existence : changements climatiques, migrations et conflits au Sahel, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), 5 décembre 2012 (disponible à l'adresse suivante : <http://www.unep.org/disastersandconflicts/Introduction/EnvironmentalCooperationforPeacebuilding/EnvironmentalDiplomacy/rapportsahel/tabid/55815/Default.aspx>).

⁴ Tuaregs 'join Gaddafi's mercenaries', BBC, 4 mars 2011 (disponible à l'adresse suivante : <http://www.bbc.co.uk/news/world-12647115>).

3. METHODOLOGIE

Les évaluations ont été menées au moyen de diverses méthodes, dont des entretiens, des groupes de discussion, des questionnaires quantitatifs, des observations et des analyses de la littérature spécialisée. Il a été décidé d'adopter une approche non pas standard mais adaptée à chaque contexte, ce qui a permis d'examiner les tendances et les caractéristiques générales de la situation des migrants de retour. Toutefois, compte tenu des différences entre les méthodologies et les définitions employées, il n'est pas possible de comparer les données quantitatives d'un pays à l'autre. Les évaluations ont parfois mis en œuvre des méthodologies innovantes ; par exemple, celle du Ghana a consisté à recueillir les données au moyen d'une émission-téléphone organisée par une radio locale à laquelle ont participé les enquêteurs et des représentants des pouvoirs publics/ONG. Les personnes interrogées ont été localisées en utilisant les registres de l'OIM, en se rendant dans les endroits fréquentés par les migrants de retour, en diffusant des invitations sur la radio locale et autres méthodes similaires. Certaines études (par exemple, au Sénégal) ont adopté une démarche très rigoureuse, avec l'enregistrement des entretiens, la transcription des commentaires, l'utilisation d'un logiciel spécialisé pour analyser les données, etc. En revanche, toutes se sont heurtées aux mêmes contraintes, notamment le manque de temps, les difficultés à établir des échantillons représentatifs et à travailler avec des « groupes cachés », et, parfois, la lassitude des populations de retour devant participer une nouvelle fois encore à un exercice de collecte d'informations. Toutes les évaluations ont ciblé plusieurs sites urbains et ruraux différents d'un pays, connus comme étant des lieux de retour.

Les évaluations des besoins ont été complétées par l'établissement de profils dans les régions comportant de nombreux migrants de retour, à savoir le Niger et le Tchad, ce qui a permis d'obtenir des données statistiques supplémentaires sur les populations de migrants rentrant chez eux. Au Niger, par exemple, de mars à août 2011, l'OIM a recueilli différents types d'informations auprès de migrants de retour, et a aussi procédé à une évaluation rapide dans les régions à très forte concentration de retours. La collecte de données comportait trois éléments : des données quotidiennes sur les mouvements transfrontaliers aux points de passage de la frontière et dans les aéroports ; les données de l'enregistrement en vue d'une assistance humanitaire et d'une aide au transport ; et un questionnaire destiné à établir le profil d'un échantillon représentatif de migrants de retour, afin d'évaluer leurs besoins et leurs caractéristiques de manière plus détaillée. Cette collecte de données quantitatives a été combinée à une évaluation qualitative fondée sur des études de cas, qui a examiné les besoins socioéconomiques des migrants de retour dans trois régions. Le rapport d'évaluation, conjugué à l'analyse statistique, a permis de mieux comprendre les besoins de réintégration.

Tableau 1 : Informations de base sur les régions dans lesquelles les évaluations ont été menées

Burkina Faso	3 provinces – Boulgou, Zoundwéogo et Sanmatenga
Ghana	3 zones de la région de Brong Ahafo – Sedhiou, Kolda et Tambacounda
Mali	2 districts – Gao (district urbain) et Kita (district urbain et 2 communautés rurales)
Niger	3 districts – Tillabéry, Tahoua et Zinder
Sénégal	3 régions – Tambacounda, Sedhiou et Kolda
Tchad	5 zones – Lac, Kanem, Ouaddai, N'Djamena et Salamat

4. SCHEMAS MIGRATOIRES

Les études ont procuré des informations détaillées sur les schémas migratoires dans les six pays examinés. La plupart d'entre eux ont connu une migration interne, des zones rurales vers les zones urbaines, et des régions plus pauvres vers les régions plus riches. Le Ghana et le Sénégal, deux des plus grandes économies de la région, sont des pays de destination des migrants, accueillant un nombre non négligeable de ressortissants des pays voisins. Tous les pays considérés sont d'importants pays d'émigration, et la Libye a été une destination prisée des migrants, en plus d'être une étape de la migration irrégulière vers l'Europe – en particulier l'Espagne, la France et l'Italie. Parmi les autres destinations figurent l'Algérie, au nord, ainsi que l'Afrique australe et centrale (notamment de nouvelles destinations comme le Cameroun, le Congo et le Gabon). Il existe des traditions bien ancrées de migration vers la Côte d'Ivoire au départ à la fois du Burkina Faso et du Sénégal. Des schémas de migration multiple vers des pays comme la Libye, ponctuée d'expulsions et de retours, se dessinent aussi clairement, tout comme la migration saisonnière, liée aux cycles agricoles annuels.

La migration est en grande partie motivée par la recherche d'un travail. La plupart des régions d'émigration sont pauvres et manquent de possibilités d'emploi viables. Ce constat est particulièrement vrai pour les jeunes, qui, souvent, ne sont pas attirés par les activités traditionnelles comme l'agriculture, par exemple, et peuvent être exclus de certains secteurs parce que l'économie locale est dominée par les personnes âgées. Au Sénégal, la Casamance est déchirée par un conflit armé, ce qui est un facteur de répulsion supplémentaire. Bien qu'elle jouisse d'un potentiel considérable, avec des terres arables en abondance et un climat favorable, elle reste l'une des régions les plus pauvres du pays. La sécheresse chronique et la grave insécurité alimentaire sont des problèmes majeurs dans la sous-région, surtout au Niger et au Tchad. Dans certaines communautés, la migration est également perçue comme un rite de passage – l'entrée dans l'âge adulte et un moyen de montrer que l'on est capable d'assumer des charges réservées aux adultes. Dans un endroit au Mali, il est apparu que la rivalité entre les clans était un facteur de migration très important, la concurrence entre les familles poussant les jeunes hommes à tenter leur chance à l'étranger.

Tableau 2 : Informations de base sur les schémas migratoires

Burkina Faso	Depuis l'époque coloniale, il existe une forte tradition de migration, principalement vers la Côte d'Ivoire, où les ressortissants du Burkina Faso représentent la plus grande communauté étrangère. La détérioration de la situation en Côte d'Ivoire dans les années 1990 a entraîné l'émergence d'autres voies migratoires vers le Ghana et le Gabon et, depuis le début des années 1990, plus particulièrement vers l'Afrique du Nord, l'Italie et la Libye. Les schémas migratoires varient en fonction de la région d'origine : à partir de Zoundwéogo, les migrants se rendent surtout en Afrique du Nord et en Afrique centrale ; depuis Boulgou, ils gagnent l'Europe du Nord et l'Afrique centrale ; tandis que depuis Sanmatenga, ils tentent d'atteindre la Côte d'Ivoire et la province occidentale du Burkina Faso. Boulgou et Zoundwéogo, en particulier, connaissent divers schémas de déplacement vers le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Espagne, le Gabon, le Ghana, l'Italie et la Libye. L'Italie était la destination préférée jusqu'au début des années 1990 en raison de la facilité d'entrée et de résidence sur le territoire et des possibilités d'emploi dans le sud, dans les fermes de tomates – dans certains endroits, comme Bissa, les migrants étaient surnommés « les Italiens » dans leurs provinces d'origine pour cette raison.
Ghana	La région de Brong Ahafo apparaît comme une région de forte émigration, certains districts servant d'étape pour la migration irrégulière vers la Libye, à travers le Sahara. Il existe une migration interne depuis les régions septentrionales, écologiquement pauvres et négligées, vers le sud, ainsi qu'une migration rurale-urbaine. Le Ghana est aussi un pays d'émigration, marqué par une culture de la migration, les personnes considérant qu'il ne peut y avoir de promotion économique et sociale si elles ne quittent pas leur pays pendant un certain temps. La destination la plus courante est la sous-région de l'Afrique de l'Ouest ; d'autres se rendent en Afrique australe et en Afrique du Nord, principalement en Libye. Il existe une abondante littérature sur la migration irrégulière des Africains de l'Ouest vers l'Europe via l'Afrique du Nord. La politique libyenne à l'égard des migrants de l'Afrique subsaharienne a évolué au fil des ans. Les années 1980 se caractérisaient par des gestes positifs et une attitude panafricaniste du régime libyen. Mais la récession qui a ensuite frappé l'économie libyenne, la pression des citoyens libyens, ainsi que la xénophobie et le racisme ont conduit à un changement de cap et à des politiques de plus en plus répressives envers les migrants, avec des expulsions, des arrestations, des détentions et des brutalités. La vie en Libye étant devenue plus difficile, les migrants ont davantage tenté de rejoindre l'Europe.

Mali	Kita et Gao sont des régions d'émigration traditionnelles. Les migrants qui quittent Gao ont essentiellement la Libye pour destination finale, tandis que ceux qui viennent de Kita voient dans la Libye un lieu de transit vers diverses destinations en Europe (Italie, Espagne et France). On a également relevé de nouveaux mouvements depuis Gao vers le Ghana, le Nigéria et la Côte d'Ivoire, et depuis Kita vers le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Gabon et le Congo.
Niger	Bien qu'il existe une migration interne dans le pays, la plupart des migrants se rendent en Algérie, au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Libye et au Nigéria. Le Niger est considéré comme un pays de départ et de transit à cause de la facilité d'accès à des itinéraires qui traversent le Sahara pour arriver en Afrique du Nord, essentiellement en Libye et en Algérie. Les destinations varient en fonction des groupes ethniques : par exemple, la région de Tahoua, limitrophe du Mali au nord-ouest, voit beaucoup plus de nomades touaregs se rendre en Libye que dans d'autres pays comme l'Algérie, la Côte d'Ivoire et le Nigéria. On relève également des schémas de migration saisonnière (en fonction du calendrier agricole).
Sénégal	La migration, dans ce pays, se fait vers les centres urbains et les pays voisins tels que la Côte d'Ivoire et la Libye, ainsi que vers l'Europe. En même temps que l'on assistait à des retours depuis la Libye, des migrants rentraient également de Côte d'Ivoire à cause de l'instabilité dans ce pays. Les schémas migratoires varient en fonction des régions. Sedhiou : La région elle-même abrite de nombreux migrants venus des pays voisins tels que la Gambie, la Guinée et la Guinée-Bissau. On note une migration interne rurale-urbaine, essentiellement de jeunes travailleurs saisonniers qui quittent leur village pendant la saison des pluies pour devenir employés domestiques ou manœuvres dans les villes. Il existe également une importante diaspora de cette région dans les pays voisins et en Europe (France, Espagne et Italie). C'est une région à partir de laquelle les jeunes migrants tentent de gagner l'Espagne dans des embarcations de fortune, au risque de se blesser ou au péril de leur vie. Kolda : Kolda est une région de mouvements migratoires intenses en raison de sa situation géographique. Elle compte de nombreux migrants venant de pays voisins, surtout de la Guinée. On relève d'importants départs vers certains pays africains et vers l'Europe. Le département de Bakel est reconnu comme l'une des principales régions d'origine de la migration vers la France.
Tchad	Il existe une migration externe vers le Cameroun, la Libye, le Niger et le Nigéria, et une migration interne vers d'autres régions du Tchad. Si l'on ne connaît pas le nombre exact de migrants, le Gouvernement tchadien a estimé que 300 000 de ses ressortissants se trouvaient en Libye en s'appuyant sur les chiffres recueillis pour les élections tenues en avril 2011 au Tchad. Toutefois, ces chiffres sont probablement inférieurs à la réalité car les personnes qui ont des liens historiques avec le Tchad et vivent en Libye depuis des générations n'ont pas été comptées. Les schémas migratoires varient en fonction des régions. Ainsi, à Kanem, région où la migration est élevée, un rapport publié par Action contre la faim en 2010 laisse entendre qu'un jeune sur cinq migre vers les villes. Il existe trois catégories de migrants dans la région : les saisonniers, composés en majorité de marchands de bétail ; ceux qui travaillent hors de la région et envoient des fonds à leur famille restée au pays ; et ceux qui ont migré à l'étranger à titre définitif. La région a des liens étroits avec la Libye. Dans la région du Lac, la plupart des migrants partent pour des cycles de deux à trois ans. Si la migration n'est pas organisée, on a néanmoins constaté ces cinq dernières années qu'une vague de migration coïncidait avec l'apparition d'une sécheresse grave dans la région. La majorité des migrants ont vendu des biens pour se rendre en Libye, considérant ainsi la migration comme une démarche économique à long terme. N'Djamena, la capitale, a connu le plus grand nombre de retours, selon les données d'enregistrement de l'OIM, mais il est difficile de localiser exactement les migrants de retour.

Tableau 3 : Informations de base sur les causes de la migration

Burkina Faso	La migration est provoquée par des perspectives économiques limitées, un déficit pluviométrique, l'absence de terres fertiles et la pénurie d'emplois rémunérés. Dans certaines régions, des facteurs socioculturels viennent s'ajouter aux considérations économiques – il apparaît que les jeunes membres de la société (c'est-à-dire les jeunes chefs de famille et les célibataires) sont les premiers à émigrer en raison des pressions qui s'exercent sur les terres, du monopole que détiennent les plus âgés sur le marché du travail, et du fait que la migration est considérée comme une chance d'émancipation économique et sociale. Les données démographiques révèlent que la plupart des personnes vivant dans les régions en question sont des femmes (ce qui s'explique par le fait que la plupart des migrants sont de sexe masculin), et que la population est jeune (près de 50 % a moins de 14 ans et la majorité a moins de 40 ans). Les trois régions affichent un faible taux d'alphabétisation, un faible taux de scolarisation dans le primaire (inférieur à la moyenne régionale), un faible taux d'achèvement du cycle d'enseignement primaire, et un faible niveau d'alphabétisation des adultes. L'accès aux soins de santé étant essentiellement limité par leur coût, le pays connaît un faible niveau d'hospitalisation et un recours important à l'automédication et aux guérisseurs. Bien que l'agriculture soit la principale activité dans les trois régions, elle pâtit de méthodes de culture traditionnelles et d'une mauvaise irrigation. Les besoins locaux sont couverts par la production céréalière, mais les enquêtes sur le terrain révèlent l'existence de crises alimentaires périodiques, dont deux au cours des cinq dernières années.
Ghana	La migration est causée par l'absence d'emplois viables en dehors de l'agriculture, par des taux d'éducation faibles, et par une sous-valorisation générale de l'éducation.
Mali	Les migrants déclarent qu'ils se rendent en Libye en quête d'emplois et de meilleures conditions de vie. A Kita, le phénomène social de la rivalité entre les clans alimente la migration, car les membres de la même famille élargie ou du même clan entrent en concurrence pour que leurs fils soient considérés comme les migrants qui réussissent le mieux. Les personnes migrent malgré le potentiel de développement économique local (agro-pastoral et commercial), tant à Kita dans l'ouest, qu'à Gao, dans le nord.
Niger	Les sécheresses récurrentes, la grave insécurité alimentaire, les niveaux de pauvreté très élevés, le chômage de masse et l'insécurité économique sont de puissantes incitations à l'émigration. Hormis l'agriculture et l'élevage, peu de perspectives génératrices de revenus s'offrent aux jeunes. Dans certaines régions, le potentiel agricole est également sous-développé et/ou fortement dépendant des conditions météorologiques, ce qui s'est avéré problématique ces dernières années en raison du changement dans le régime des précipitations. Une tradition dans le pays veut que les jeunes gens se rendent en Libye avec le soutien de leurs parents ou de l'argent obtenu à crédit.
Sénégal	La migration est provoquée par la pauvreté dans toutes les régions. De plus, la région de Sedhiou, dans le centre de la Casamance, a pâti ces vingt dernières années d'un conflit entre l'armée et les séparatistes de la Casamance. L'économie est rudimentaire et dépend de l'agriculture, mais la région possède d'abondantes terres arables et jouit d'un climat favorable lui permettant de produire des cultures d'hiver, du riz, des légumes et pratiquer l'aquaculture. Or, malgré ce potentiel considérable, elle est l'une des régions les plus pauvres du pays, notamment en ce qui concerne les perspectives offertes aux jeunes, lesquels reprochent à l'agriculture d'être un travail difficile et uniquement saisonnier. Les pratiques agricoles traditionnelles employées n'attirent pas les jeunes.
Tchad	La migration est provoquée par l'insécurité alimentaire et l'absence de perspectives économiques. Elle a pour but principal d'apporter un soutien économique aux familles. Elle est considérée comme un moyen de s'adapter à l'absence de perspectives économiques et d'assurer la sécurité alimentaire. L'agriculture vivrière étant insuffisante, la population dépend fortement des marchés pour la nourriture (81,7 %). La région d'Ouaddi a été en proie à l'instabilité pendant des années à cause des afflux de réfugiés depuis le Soudan. La migration depuis cette région est essentiellement interne, mais s'effectue également vers le Soudan et le Soudan du Sud en raison des liens ethniques et culturels profonds qui unissent les deux pays, tandis que la migration vers la Libye est d'ordre purement économique.

5. DEPART POUR LA LIBYE

5.1. La vie avant le départ pour la Libye

Les évaluations ont apporté des éclaircissements sur la vie des migrants avant leur départ pour la Libye. Au Ghana, ils travaillaient dans divers secteurs, tels que le commerce, la maçonnerie, la plomberie, la charpenterie et l'agriculture. Avant d'émigrer, la plupart avaient travaillé pendant 4,6 ans en moyenne et s'étaient constitué un capital d'environ 4 000 cedis ghanéens (2 300 dollars E.-U.). Plusieurs d'entre eux avaient suivi un apprentissage dans divers métiers techniques et professionnels, et un petit nombre avaient entrepris des formations courtes. La diversité était moindre parmi les migrants originaires d'autres pays (comme le Burkina Faso et le Sénégal), qui occupaient surtout des emplois peu payés dans l'agriculture et l'élevage et s'efforçaient de rechercher un travail différent en Libye.

Burkina Faso	Avant d'émigrer en Libye, 60,60 % des migrants travaillaient dans l'agriculture et l'élevage, et seuls 3,6 % étaient employés ou salariés.
Ghana	Avant de se rendre en Libye, les migrants de retour travaillaient dans divers secteurs, tels que le commerce, la maçonnerie, la plomberie, la charpenterie et l'agriculture. Plusieurs d'entre eux avaient aussi suivi un apprentissage dans divers métiers techniques et professionnels, et un nombre beaucoup plus petit avaient entrepris une formation courte. Avant d'émigrer en Libye, la majorité avait travaillé dans divers emplois, dont le commerce (20,7 %), la maçonnerie (19,8 %), la charpenterie (12,1 %) et l'agriculture (10,7 %). Ils avaient travaillé au Ghana pendant 4,6 ans en moyenne avant de partir pour la Libye, et s'étaient constitué un capital de 3 945,51 cedis ghanéens.
Mali	–
Niger	–
Sénégal	La grande majorité (41,6 %) travaillaient dans le secteur primaire avant d'émigrer, en particulier dans l'agriculture et l'élevage. Les autres étaient employés dans le commerce, le bâtiment, la confection, la charpenterie et la mécanique. Le faible niveau des revenus peut être considéré comme une incitation à l'émigration, les travailleurs partant en quête d'un revenu supérieur.
Tchad	–

5.2. Les routes vers la Libye

La route de la Libye au départ de l'Afrique subsaharienne est un voyage périlleux de plusieurs jours à travers le désert du Sahara. Certains y laissent la vie. Les migrants utilisent les transports routiers pour rallier divers points de transit, puis continuent à pied à travers le Sahara jusqu'en Libye.

Tableau 5 : Informations de base sur les routes vers la Libye

Burkina Faso	–
Ghana	Les principaux flux de migrants proviennent de la région de Brong Ahafo. La plupart prennent les transports routiers jusqu'à Agadez au Niger, puis entament leur voyage à pied vers la Libye à travers le Sahara. On dit qu'il est possible d'obtenir de faux documents de voyage dans cette région.
Mali	–
Niger	Les lieux d'origine les plus courants des migrants du Niger sont Tahoua et Zinder, suivis par Maradi puis plusieurs autres endroits tels que Agadez, Tillabéry et Niamey. Les recherches sur les itinéraires migratoires portent à croire que les migrants du Niger traversent souvent le Mali et l'Algérie pour se rendre en Libye et ailleurs en Afrique du Nord et en Europe. Dirkou, petite ville du nord du Niger, est un point de transit pour l'une des principales routes commerciales transsahariennes vers la côte libyenne. Cette route part du Niger via Niamey, Agadez, Dirkou et Madama (point de contrôle militaire du côté nigérien de la frontière), et le premier point d'entrée sur le territoire libyen est Tomou. Les autres points de transit dans le sud de la Libye sont Gatroune, Sebha et Ghat. Le voyage dure environ 12 jours et couvre une distance de quelque 3 000 km.
Sénégal	La route transsaharienne comporte plusieurs étapes. Il existe plusieurs points de transit au Mali, au Burkina Faso, au Niger, en Algérie, en Libye et au Maroc pour une poursuite de la migration dans la région et au-delà. La Libye est considérée comme un pays de transit pour les migrants d'Afrique subsaharienne qui souhaitent se rendre en Italie. Des entretiens avec des migrants de retour ont révélé que beaucoup vivaient en Libye en attendant l'occasion de traverser la Méditerranée.
Tchad	Le Tchad et le Niger, qui ont une frontière commune avec la Libye au sud, partagent une vaste étendue de désert avec la Libye, faisant ainsi de tout voyage au-delà de la frontière une entreprise difficile et dangereuse. La traversée du désert peut s'effectuer à pied – même les voyages par la route peuvent prendre entre 15 et 30 jours, dans des conditions déplorables.

5.3. Emplois occupés par les migrants en Libye

Les évaluations ont fait apparaître certaines différences dans les types d'emplois que les migrants s'étaient vu proposer, en fonction de leur pays d'origine. Une très forte proportion de migrants ghanéens (94 %) avaient trouvé du travail dans la maçonnerie et le bâtiment – surtout comme plâtriers. Les migrants originaires d'autres pays avaient généralement été engagés pour occuper un large éventail d'emplois peu qualifiés : manutention, agriculture, ménage et autres travaux occasionnels. Les données sur les Nigériens de retour montrent que 41 % travaillaient dans le bâtiment et 23 % dans l'agriculture, et que les autres occupaient toutes sortes d'emplois : du petit commerce et de la petite entreprise, à la manutention sur les quais, le jardinage et le gardiennage. La majorité des femmes ont rapporté qu'elles ne travaillaient pas dans le secteur formel en Libye. Les revenus variaient considérablement : les Nigériens ont indiqué qu'ils gagnaient entre 50 et 100 000 francs CFA par mois (0,20–199 dollars E.-U.). Les migrants de retour au Mali ont déclaré avoir acquis des compétences et découvert de nouvelles technologies au cours de leur séjour en Libye. Indépendamment du pays d'origine, le travail proposé aux migrants semblait intermittent, les migrants mentionnant souvent avoir survécu en Libye sans travail pendant plusieurs mois consécutifs. D'après les données issues des évaluations menées au Ghana, la plupart des migrants de retour étaient satisfaits des niveaux de rémunérations perçus ; ils avaient pu épargner et se constituer, en trois ans, un capital évalué à environ 4 000 cedis ghanéens (2 300 dollars E.-U.), comprenant des terres, des maisons et des véhicules. Ils étaient demeurés en Libye pendant trois ans en moyenne, et plusieurs d'entre eux y étaient retournés à de nombreuses reprises à la suite de mesures d'éloignement successives.

Tableau 6 : Informations de base sur les emplois occupés en Libye

Burkina Faso	Avant d'émigrer en Libye, 60,60 % des migrants de retour travaillaient dans l'agriculture et l'élevage. Une fois en Libye, seuls 2,2 % ont déclaré avoir travaillé dans ce secteur. En outre, 3,6 % ont expliqué qu'ils étaient employés ou salariés avant leur départ, proportion qui a grimpé à 52,2 % une fois qu'ils sont arrivés en Libye. Ce qui laisse penser que les migrants se sont rendus en Libye pour occuper des emplois qu'ils ne pouvaient occuper dans leur pays.
Ghana	En Libye, les migrants travaillaient principalement (94 %) dans le malaga ou travaux de plâtrerie, la maçonnerie et le bâtiment sur des chantiers, et il semble qu'ils aient toujours plus ou moins occupé les mêmes emplois.
Mali	Les migrants de retour ont déclaré avoir acquis des compétences dans les technologies modernes applicables à l'agriculture, la culture, l'irrigation, les cultures maraîchères et la mécanique.
Niger	Selon un rapport du Bureau pour la coordination des affaires humanitaires, en Libye, les migrants vendaient leur main-d'œuvre essentiellement pour des travaux agricoles ou occasionnels. L'établissement des profils indique que les migrants originaires du Niger étaient répartis dans toute la Libye, mais étaient davantage concentrés dans les centres économiques tels que Tripoli ou Sabha dans le sud, ou encore dans les villes côtières du nord-ouest comme Misrata.
Sénégal	La Libye est considérée comme un point de transit pour les départs vers l'Europe – les migrants y gagnaient leur vie et rapatriaient des fonds sans avoir à satisfaire aux exigences réglementaires en vigueur en Europe. Ils occupaient des emplois peu qualifiés, comme la manutention, le travail agricole et les travaux domestiques, pour lesquels ils n'étaient pas en concurrence avec les ressortissants libyens.
Tchad	La majorité (30 %) travaillait dans l'agriculture et beaucoup dans le bâtiment (11 %), l'élevage (10 %), le travail manuel (8 %) et le commerce (8 %).

Tableau 7 : Informations de base sur la régularité du travail

Burkina Faso	–
Ghana	Le travail pour lequel les migrants étaient recrutés en Libye n'était pas toujours continu, et beaucoup avaient passé des mois entiers sans emploi.
Mali	–
Niger	–
Senegal	–
Tchad	–

Tableau 8 : Informations de base sur l'épargne et les avoirs accumulés

Burkina Faso	–
Ghana	Les migrants de retour ont déclaré être satisfaits des niveaux de rémunération en Libye et ont pu épargner sur leurs gains. En trois ans, la plupart ont accumulé des avoirs évalués à 4 642,08 cedis ghanéens. Les biens acquis au pays et en Libye ne semblaient pas très différents ; toutefois, le volume des biens plus coûteux a augmenté. Au Ghana, les migrants ont acquis des magasins et des fermes, tandis qu'en Libye, ils achetaient des terres, des maisons et des véhicules. Il n'a pas été facile de faire la différence entre les biens acquis au Ghana avant le départ et ceux achetés après la migration. Cependant, compte tenu de l'âge des migrants de retour, il est douteux qu'ils aient pu acquérir beaucoup de biens avant leur départ, sinon ils n'auraient pas émigré, sauf vers l'Europe, où il est possible de gagner beaucoup plus.
Mali	–
Niger	–
Sénégal	–
Tchad	–

Tableau 9 : Informations de base sur la durée du séjour en Libye

Burkina Faso	–
Ghana	Parmi les migrants de retour, 55 % avaient vécu en Libye de un à trois ans, soit une moyenne de 3,1 ans. L'un d'eux avait vécu de manière continue en Libye pendant vingt ans. Plusieurs étaient rentrés plusieurs fois à la suite de mesures d'éloignement successives, et étaient qualifiés de « magnats » par les autres.
Mali	–
Niger	La majorité des migrants de retour (69 %) étaient restés en Libye pendant moins de cinq ans. Seuls 1 % y étaient restés plus de dix ans et 3 % de cinq à dix ans. Un nombre important (27 %) y avaient séjourné moins d'un an.
Sénégal	–
Tchad	Parmi les migrants de retour, 62,1 % avaient passé de un à cinq ans en Libye, 15,5 % moins d'un an, 11,9 % plus de dix ans et 10,5 % avaient été dans le pays de cinq à dix ans.

6. LE RETOUR AU PAYS

6.1. Nombre de migrants de retour

Selon les derniers chiffres de l'OIM (datés du 14 mars 2012), la crise en Libye a nécessité d'évacuer vers leur pays d'origine (surtout en Afrique, mais aussi dans certains pays d'Asie) environ 318 000 ressortissants de pays tiers se trouvant dans les pays voisins (Algérie, Egypte, Niger, Tchad et Tunisie). La plupart des migrants de retour ont été transportés par voie aérienne, et un petit nombre par bus. Depuis la mi-décembre 2011, les retours ont nettement ralenti, mais on observe toujours des mouvements résiduels vers l'Egypte, le Niger et la Tunisie. Les derniers chiffres en date indiquent que 216 618 nationaux d'Afrique de l'Ouest sont rentrés au pays – 136 786 en franchissant directement la frontière entre la Libye et le Niger ou le Tchad, et 79 832 avec l'aide de l'OIM à partir de pays voisins. En outre, plusieurs gouvernements ont évacué leurs ressortissants se trouvant en Libye. Le tableau 10 indique le nombre de migrants, par pays de retour et par moyen de transport utilisé pour rentrer chez eux (avion/route). (Ces chiffres ne comprennent pas les migrants partis sans l'aide de l'OIM.) Les migrants les plus nombreux sont rentrés dans des pays limitrophes de la Libye, au Niger et au Tchad. Les deux plus grandes destinations finales ont ensuite été le Ghana et le Mali. Hormis les rapatriements directs depuis la Libye vers les pays d'origine, l'OIM a également contribué au transport de milliers de ressortissants de pays tiers, principalement à partir d'autres pays d'Afrique subsaharienne, qui avaient franchi la frontière méridionale sud de la Libye pour entrer au Niger et au Tchad, et devaient encore poursuivre leur voyage jusqu'à leur pays d'origine. Des opérations de l'OIM ont été mises sur pied pour faciliter leur retour par voie aérienne ou terrestre.

Tableau 10 : Retour des ressortissants de pays de l'Afrique de l'Ouest, par type de transport (mars 2012)

Pays	CBM	Retournés en avion	Retournés en bus	Total
Bénin	-	107	2	109
Burkina Faso	-	880	781	1 661
Cameroun	-	160	-	160
Congo	-	8	-	8
Côte d'Ivoire	-	90	15	105
Gambie	-	351	-	351
Ghana	-	11 096	339	11 435
Guinée	-	680	-	680
Guinée-Bissau	-	177	-	177
Libéria	-	10	-	10
Mali	-	11 164	231	11 395
Mauritanie	-	783	-	783
Niger	81 156	16 664	-	97 820
Nigéria	-	3 158	525	3 683
République centrafricaine	-	44	-	44
Sénégal	-	406	-	406
Sierra Leone	-	45	-	45
Tchad	55 630	31 747	-	87 377
Togo	-	342	27	369
Total	136 786	77 912	1 920	216 618

Source : Rapport statistique quotidien de l'OIM, 14 mars 2012.

6.2. Le voyage de retour au pays

Lorsque le conflit a éclaté, les migrants originaires d'Afrique subsaharienne se sont trouvés dans une situation précaire. Certains, accusés d'être des mercenaires recrutés pour combattre sous les ordres du colonel Kadhafi, sont devenus la cible de harcèlements et de menaces. Un migrant tchadien s'est ainsi vu dire par des personnes qui le menaçaient de leurs armes : « Tu es venu ici sans rien, et tu repartiras sans rien. » Du fait de la rapidité avec laquelle le conflit s'est intensifié, de nombreux migrants n'ont pas pu récupérer leurs effets personnels ni leurs salaires. Certains ont détruit leurs papiers d'identité, de peur que les rumeurs au sujet des migrants ayant obtenu des visas pour se battre aux côtés de Kadhafi ne les mettent en danger.

Inévitablement, comme dans toute crise humanitaire, les migrants sont repartis à la hâte, craignant pour leur vie du fait du conflit en lui-même, et aussi parce qu'ils risquaient de devenir la cible des forces rebelles. Biens, économies, objets de valeur et documents ont été abandonnés dans la précipitation du départ. Le rapport d'évaluation sur le Sénégal a révélé que certains migrants ont péri durant la traversée du Sahara. Le voyage de retour a été pénible, souvent dans des camions bondés – certains transportant jusqu'à 200 personnes pour seulement 80 passagers autorisés – et des bagages ont été perdus en route ou abandonnés dans les aéroports faute de place en soute. De multiples témoignages ont fait état de pots-de-vin et d'extorsion de fonds de la part de fonctionnaires de police, des douanes et des ambassades, tant en Libye que dans les pays de transit et d'origine.

L'OIM a collaboré avec les pouvoirs publics et des organismes partenaires pour faire en sorte que des structures d'accueil soient mises en place. Ce travail a consisté à installer des centres de transit, afin de fournir des vivres, de l'eau et des installations sanitaires en attendant que soit organisé le transport jusqu'aux destinations finales. Au Mali, par exemple, les migrants ont bénéficié des efforts conjugués de plusieurs partenaires dont, entre autres, le Gouvernement et l'OIM. La majorité sont rentrés par voie aérienne dans des avions affrétés pour l'occasion. A leur arrivée à Bamako, ils ont bénéficié d'une assistance, de vivres, d'un abri et d'un soutien psychosocial. Un transport par bus a ensuite été organisé jusqu'aux destinations finales. Les migrants rentrés au Mali par voie terrestre ont indiqué avoir été harcelés au cours de la traversée de l'Algérie et du Niger.

Dans certains pays, les migrants ont été accueillis dans leur ville d'origine avec des vivres et un hébergement fournis par les autorités locales et des ONG. Des dispositifs analogues ont été mis en place dans d'autres pays, bien que les services aient été variables selon les localités. Un problème soulevé dans plusieurs rapports a été le paiement des frais de transport terrestre à l'arrivée dans le pays de retour. Ces frais étaient censés être supportés par les autorités dans le cadre de plans d'accueil, mais des migrants de retour au Mali et au Sénégal, par exemple, ont déclaré avoir dû trouver l'argent eux-mêmes pour prendre les bus mis à leur disposition. Parfois, les statistiques font apparaître un écart entre le nombre de migrants enregistrés aux aéroports et le nombre de ceux qui sont arrivés par la suite dans leur localité d'origine. Ce phénomène tient peut-être à divers facteurs d'attraction et de répulsion, certains migrants réticents à l'idée de rentrer chez eux sans avoir les moyens de subvenir à leurs besoins étant peut-être partis ailleurs, tandis que d'autres ont pu être attirés par la perspective de possibilités plus intéressantes dans les centres urbains ou les capitales.

Tableau 11 : Informations de base sur le harcèlement en Libye

Burkina Faso	–
Ghana	Les migrants de l'Afrique de l'Ouest ont été pris pour cible en raison d'allégations selon lesquelles des Noirs d'Afrique de l'Ouest avaient été recrutés en tant que mercenaires pour se battre aux côtés des forces de Kadhafi. Le rapport d'évaluation déclare que cette appellation était ambiguë et trompeuse car la Libye possédait ses propres populations noires.
Mali	–
Niger	–
Sénégal	Lorsque la guerre a éclaté et que des ressortissants de pays de l'Afrique subsaharienne ont été accusés d'être des mercenaires, les migrants sénégalais ont tenté de s'échapper dans les pays voisins via les ambassades sénégalaises.
Tchad	Des migrants de retour ont déclaré avoir été victimes de menaces et d'agressions en Libye. Du fait de la rapidité avec laquelle le conflit s'est intensifié, ils n'ont pu récupérer leurs effets personnels ou leur salaire. Un migrant s'est ainsi vu dire : « Tu es venu ici sans rien, et tu repartiras sans rien ». Les auteurs de ces actes étaient soit des « rebelles » soit des « civils armés ». Des rumeurs selon lesquelles des Tchadiens avaient reçu des visas pour se battre aux côtés de Kadhafi ont alimenté ce préjugé. C'est la raison pour laquelle ils ont été si nombreux à être menacés et cela explique aussi pourquoi ils ont décidé de détruire leurs documents, afin de ne pas être associés avec les forces armées. Par conséquent, ils ne possédaient pas de documents lorsqu'ils ont fui et n'ont donc pas pu faire valoir leurs droits sur leur argent et d'autres objets de valeur.

Tableau 12 : Informations de base sur les problèmes rencontrés en route

Burkina Faso	–
Ghana	Les migrants se sont dits frustrés de la manière dont ils avaient quitté la Libye et des extorsions de fonds perpétrées par la police libyenne et certains fonctionnaires d'ambassade ghanéens.
Mali	Le retour a été largement organisé par l'OIM, le HCR et la Croix-Rouge, à la demande du Gouvernement. Beaucoup sont rentrés par voie aérienne ou terrestre et ont été indemnes, mais se sont plaints de ne pas avoir pu récupérer leurs bagages et d'avoir perdu leurs biens, ainsi que d'un manque de suivi. Comme dans toute crise humanitaire, des choix difficiles avaient dû être faits en matière d'espace disponible et de priorités. Des services d'accueil ont été organisés, et une assistance a été fournie sous forme de vivres, d'abris et de soutien psychosocial. Le Gouvernement a pris en charge les frais de transport depuis la capitale jusqu'à la destination finale, mais de nombreux migrants ont déclaré avoir payé le coût de leur transport. Certains ont expliqué que des ONG avaient acquitté les frais du transport interne. Ceux qui sont rentrés par voie terrestre se sont aussi plaints d'avoir été contraints de verser 5 500 francs CFA aux forces de sécurité maliennes pour pouvoir bénéficier du transport organisé par la Croix-Rouge.
Niger	Les migrants de retour ont déclaré avoir quitté la Libye dans la précipitation et la peur. Les principales plaintes portaient sur les conditions du voyage : camions bondés (200 personnes pour 80 passagers autorisés seulement), longues distances parcourues, et perte des biens qu'ils avaient dû abandonner en Libye, en particulier pour ceux qui avaient vécu dans ce pays pendant plusieurs années. Certains avaient souffert de problèmes de santé (rougeole et méningite, par exemple) mais s'étaient rétablis. Les enfants avaient eu des problèmes nutritionnels. Des migrants se sont plaints d'extorsions de fonds pratiquées par les forces de l'ordre sous forme de droits de douanes jugés excessifs et injustifiés vu les circonstances.
Sénégal	La plupart des migrants de retour ont déclaré avoir quitté précipitamment la Libye parce qu'ils craignaient pour leur vie, sans avoir eu le temps de se préparer, laissant derrière eux leurs possessions, leurs économies, leurs documents, etc. Certains ont rapporté que le voyage de retour avait été émaillé d'atrocités, d'abus et de privations ; certains ont même péri en route, dans le désert du Sahara. Des services d'accueil les attendaient à leur arrivée dans la capitale. Des migrants ont expliqué qu'ils avaient passé des jours dans la capitale à essayer d'obtenir de l'argent auprès de leurs proches pour le voyage de retour. Le rapport d'évaluation fait état d'une différence entre le nombre de migrants qui se trouvaient à l'aéroport de Dakar et le nombre de ceux qui avaient rejoint leur localité d'origine, et l'impute au fait que beaucoup ne sont pas rentrés chez eux parce qu'ils n'avaient pas les moyens de subvenir à leurs besoins et ont préféré s'installer ailleurs. Certains se sont aussi rendus dans des pays voisins, dont la Gambie.
Tchad	Les informations sur les routes ont été vérifiées, mais aucun problème n'a été signalé.

7. CARACTERISTIQUES DES MIGRANTS DE RETOUR

7.1. Sexospécificités

La grande majorité des migrants de retour (98–99 % dans certains endroits) étaient de sexe masculin. Les données figurant dans le profil établi pour le Niger montrent que les femmes représentaient seulement 1,47 % du nombre total de migrants rentrés chez eux. Les raisons avancées pour expliquer le faible nombre de femmes migrantes de retour au pays étaient généralement que les emplois proposés (notamment dans le bâtiment) ne se prêtaient pas, supposait-on, au travail des femmes ou que la traversée du Sahara était trop dangereuse. Cependant, il semble aussi que les femmes aient été moins disposées à se faire connaître du fait de la stigmatisation dont elles faisaient l'objet, le travail des femmes en Libye étant associé au travail du sexe. Au Ghana, les quelques femmes qui ont été interrogées ont réfuté cette idée, arguant que d'autres emplois étaient disponibles, dans les secteurs des travaux domestiques ou de la coiffure par exemple, et que seules les femmes d'autres pays se livraient au travail du sexe. Au Sénégal, l'évaluation a permis de constater que les femmes émigraient surtout pour rejoindre leur mari. Au Tchad, on a observé que le nombre de femmes migrantes rentrant au pays augmentait au fil de la crise, et l'on a supposé que les femmes vivaient en Libye avec leur famille et avaient d'abord hésité à rentrer au pays.

Tableau 13 : Informations de base sur les sexospécificités

Burkina Faso	Tous les migrants de retour interrogés étaient des hommes.
Ghana	Les migrants interrogés étaient essentiellement des hommes (99,5 %), la plupart ayant entre 25 et 29 ans (43,6 %). Environ 65 % des migrants de retour n'étaient pas allés au-delà du premier cycle du secondaire, tandis que 13 % avaient atteint le second cycle. Près de 50 % étaient célibataires mais, en moyenne, 55 % environ avaient au moins un enfant. La répartition en fonction du sexe est la suivante : 774 hommes (soit 99,49 %), contre 4 femmes, ce qui porte à croire que l'émigration ghanéenne était largement masculine et que les emplois disponibles, dans le bâtiment, étaient surtout destinés aux hommes et ne convenaient pas aux femmes. Le rapport d'évaluation déclare que le danger que représentait la traversée du désert du Sahara peut aussi expliquer le nombre inférieur de migrantes de retour ; toutefois, il signale également que les entretiens avec les migrants de retour de sexe masculin et la communauté font état d'un plus grand nombre de femmes rentrées, et que beaucoup ne se sont pas présentées aux entretiens parce que la communauté pensait qu'elles s'étaient livrées au travail du sexe en Libye. Néanmoins, les quelques femmes qui ont accepté de participer à l'évaluation ont réfuté cette idée, arguant que d'autres emplois, comme les travaux domestiques et la coiffure, étaient possibles pour les femmes migrantes en Libye. Elles ont déclaré que c'étaient les femmes d'autres pays qui s'adonnaient au travail du sexe. « Les hommes [ghanéens] n'auraient jamais autorisé les femmes ghanéennes à faire ce type de travail là-bas. »
Mali	Les hommes représentaient 92 % des migrants de retour.
Niger	Les hommes représentaient 99 % des migrants de retour.
Sénégal	Les hommes représentaient 98,5 % des migrants de retour. La migration internationale des femmes reste marginale dans les trois régions. Les femmes migrent essentiellement pour des raisons de regroupement familial. Le rapport d'évaluation suggère que les conditions difficiles liées à la traversée du Sahara peuvent expliquer la faible présence de femmes.
Tchad	La majorité étaient des hommes (87 %), mais la composition du groupe des migrants de retour a évolué pendant la crise. Durant les premières semaines, les hommes étaient majoritaires, mais le nombre de femmes a augmenté à mesure que se poursuivait la crise. Le rapport d'évaluation suppose que les femmes vivaient et travaillaient en Libye avec leur famille, et avaient d'abord hésité à rentrer au pays.

7.2. Age

Dans les six pays considérés, les migrants de retour avaient pour la plupart entre 20 et 40 ans. Les évaluations menées au Burkina Faso, au Ghana et au Sénégal ont révélé, en outre, que la majorité d'entre eux avaient entre 20 et 30 ans. D'après les enquêtes réalisées pour établir le profil migratoire du Niger,

80 % des migrants rentrant au pays avaient entre 20 et 40 ans. Une très faible proportion de migrants étaient âgés de plus de 50 ans (seulement 1 % selon l'évaluation conduite au Ghana), et les données sur le Sénégal font état d'un petit nombre d'enfants de moins de 15 ans. Ce phénomène n'a rien de surprenant ; ce sont les jeunes qui sont les plus susceptibles d'émigrer, pour toutes sortes de raisons : absence d'emplois au pays, difficultés prévisibles sur les routes de migration, quête d'aventure et désir d'indépendance. Il convient de noter que l'âge des migrants interrogés n'a pas pu être vérifié, faute de documents d'identité – au Tchad et, selon toute vraisemblance, ailleurs aussi.

Burkina Faso	Parmi les migrants de retour, 66,4 % avaient entre 20 et 30 ans ; 27,1 % étaient âgés de 30 à 40 ans. Ces deux tranches d'âge représentaient 93,5 % des migrants de retour, et montrent que ce sont surtout les jeunes qui migrent.
Ghana	La majorité des migrants de retour (43,7 %) avaient entre 25 et 29 ans ; 26,6 % étaient âgés de 30 à 34 ans ; tandis que 14,4 % avaient entre 40 et 44 ans. Un sur dix avait entre 18 et 24 ans, et une petite proportion (1,2 %) avait 50 ans et plus. Des différences ont été constatées entre les districts.
Mali	La plupart des migrants de retour des deux endroits étaient jeunes : ceux de Kita étant plus jeunes que ceux de Gao – 81 % avaient moins de 30 ans à Kita, contre 51 % à Gao.
Niger	Parmi les migrants de retour, 80 % avaient entre 20 et 40 ans. Les données figurant dans le profil font apparaître un petit nombre d'enfants dans le groupe des migrants : 3 % des migrants de sexe masculin avaient entre 10 et 15 ans, tandis que 6 % des femmes étaient âgées de 0 à 9 ans, et 8 % avaient entre 10 et 15 ans. Ces données permettent de penser qu'il s'agissait d'enfants voyageant avec leurs parents plutôt que seuls : globalement, 7 % des migrants étaient accompagnés et sur ce nombre, seuls 2 % (soit 78) l'étaient par des enfants.
Sénégal	La majorité des migrants de retour (24,9 %) avaient entre 25 et 30 ans, près de 70 % étant âgés de 20 à 40 ans. Certains étaient des enfants de 6 à 15 ans.
Tchad	Les hommes de 19 à 35 ans représentaient 80 % de l'échantillon. Le nombre important de migrants jeunes et en âge de travailler indique que les retours pourraient avoir un impact notable sur le marché du travail tchadien et intensifier la compétition pour les ressources et les perspectives économiques, ce qui pourrait conduire à des tensions sociales. Les informations relatives à l'âge dépendent des réponses données par les migrants ; l'OIM n'a pas pu les vérifier, les migrants ayant perdu leurs documents d'identité.

7.3. Situation matrimoniale

La situation matrimoniale des migrants de retour présentait une image contrastée. Au Burkina Faso, au Niger et au Sénégal, on a retrouvé des caractéristiques très similaires : près de deux tiers étaient mariés, ce qui laissait penser que c'était surtout de jeunes mariés qui avaient émigré. Le tableau général était plus équilibré au Ghana ; au Tchad, la plupart des migrants de retour étaient mariés. Au Mali, des différences marquées ont été constatées selon les endroits évalués, mais le nombre de personnes divorcées ou séparées était apparemment très faible. Les données en provenance du Niger ont montré que la grande majorité (93 %) des migrants avaient voyagé seuls, laissant derrière eux cinq personnes à charge en moyenne, ce qui semblait indiquer qu'il s'agissait d'une migration de main-d'œuvre temporaire et non d'une migration familiale permanente. Dans les autres pays, la situation quant au nombre de personnes à charge est moins claire. Les évaluations effectuées au Burkina Faso ont fait apparaître que près de la moitié des migrants de retour n'avaient pas d'enfants, et que le reste n'en avait qu'un seul. Au Tchad, on a constaté que la majorité des migrants de retour avaient plusieurs personnes à charge, mais il était difficile de dire s'il s'agissait d'enfants ou de membres de la famille élargie.

Tableau 15 : Informations de base sur la situation matrimoniale des migrants de retour

Burkina Faso	Parmi les migrants de retour, 28,6 % étaient célibataires et 70,7 % étaient mariés – parmi ces derniers, 43,9 % ont déclaré ne pas avoir d'enfants, 56,1 % en avoir un, et 42,4 % en avoir de un à trois.
Ghana	La plupart (49,2 %) n'étaient pas mariés, 45,3 % l'étaient et 2,2 % étaient en union libre. Le nombre de personnes divorcées et séparées était faible, de 1,7 % et 1,3 % respectivement.
Mali	Les tendances étaient différentes dans chaque endroit étudié. A Goa, la majorité (80 %) étaient mariés – souvent ils se sont mariés avant leur départ, et avaient fait des allers et retours pour voir leur famille. A Kita, le schéma était inverse, avec 67 % de célibataires, les migrants revenant chez eux pour se marier.
Niger	Les données du profil indiquent que 23 % des femmes et 34 % des hommes étaient mariés ; 93 % voyageaient seuls et avaient cinq personnes à charge restées au Niger.
Sénégal	Les données indiquent que 31,9 % des migrants de retour étaient célibataires et 66,9 % mariés, avec moins de 1 % de personnes divorcées ou veuves. Le fait que c'étaient essentiellement des personnes mariées qui avaient migré permet de penser que les responsabilités supplémentaires liées au statut de jeunes mariés étaient un facteur d'incitation au départ.
Tchad	La majorité (54,5 %) n'ont pas répondu à la question sur leur situation matrimoniale ; parmi ceux qui ont répondu, 64 % étaient mariés et 31 % étaient célibataires. On peut supposer qu'ils étaient représentatifs du groupe des migrants de retour. D'après d'autres sources, les familles et les personnes à charge étaient nombreuses. Parmi les migrants de retour, 53 % avaient entre une et cinq personnes à charge, 20 % entre 6 et 10, et 7 % avaient plus de onze personnes directement à charge.

7.4. Degré d'instruction

Il est apparu que les niveaux d'instruction étaient faibles. Sur les six nationalités évaluées, les migrants ghanéens avaient le niveau d'études de plus élevé : près des deux tiers d'entre eux avaient poursuivi leur scolarité après l'âge de dix ans, et seule une petite minorité n'avait jamais été à l'école. Les entretiens menés avec l'ensemble de la communauté ont révélé que l'éducation était considérée comme très importante, et que la migration était perçue comme une menace pour la réussite scolaire ; ils soulignaient la nécessité de fournir aux élèves des possibilités de formation professionnelle et des informations sur les risques de la migration irrégulière. Les niveaux d'instruction des migrants retournant dans les autres pays étaient très faibles. Au Niger, 82,2 % n'avait reçu aucune instruction ; 11 % avaient fréquenté l'école primaire ; 6,7 % avaient suivi un enseignement secondaire ; et seulement 0,1 % avaient fait des études supérieures. Les données recueillies ont permis d'établir un bilan analogue au Burkina Faso et au Sénégal : de nombreux migrants n'étaient jamais allés à l'école, et ceux qui avaient été scolarisés s'étaient généralement arrêtés au cycle primaire. Les évaluations réalisées au Tchad ont indiqué un niveau d'études faible ou inexistant – comme au Mali, même si ce dernier pays propose une scolarité coranique à certains enfants.

Au Ghana, les évaluations se sont également intéressées à la formation complémentaire et continue, et ont constaté que la majorité des migrants de retour avaient suivi un apprentissage de plus d'un an en moyenne avant leur voyage en Libye. Ces apprentissages avaient été effectués le plus souvent dans le bâtiment et les travaux publics, secteur dans lequel on constatait que la plupart des migrants avaient travaillé durant leur séjour en Libye. Un petit nombre d'entre eux avait aussi entrepris des formations courtes. Le Sénégal est le seul autre pays où les évaluations ont également porté sur la formation professionnelle, révélant que près de la moitié des migrants de retour avait reçu une formation sous une forme ou une autre avant leur départ pour la Libye – surtout dans le bâtiment et les travaux publics. Très peu disposaient de compétences en informatique.

Tableau 16 : Informations de base sur le degré d'instruction

Burkina Faso	La majorité des migrants (62,6 %) étaient illettrés. Seulement 30 % et 7,2 % avaient suivi un enseignement primaire et secondaire, respectivement.
Ghana	Parmi les migrants de retour, 4 % n'avaient reçu aucune instruction, 10 % n'étaient allés que jusqu'au niveau primaire, 65 % avaient atteint le premier cycle du secondaire, et 13 % le second cycle. Les personnes interrogées ont estimé que l'abandon de la scolarité pour se rendre en Libye était une menace à l'éducation, et ont souligné la nécessité d'informer les jeunes de manière ciblée sur la formation professionnelle, sur les risques de la migration irrégulière, etc.
Mali	Le degré d'instruction des migrants de retour était faible : seuls 50 % avaient atteint le niveau élémentaire, 9 % ayant poursuivi des études secondaires ou universitaires ; 12 % avaient fréquenté des écoles coraniques, et 25 % n'avaient aucune instruction.
Niger	Parmi les hommes, 82,2 % n'avaient aucune instruction, 11 % avaient atteint le niveau du primaire, 6,7 % celui du secondaire, et 0,1 % étaient allés à l'université. Parmi les femmes de retour, le pourcentage était plus élevé : 86,5 % n'avaient aucune instruction, 6,7 % avaient suivi un enseignement primaire et secondaire, et aucune n'était parvenue jusqu'à l'université.
Sénégal	Parmi les migrants de retour, 54,1 % avaient été scolarisés, tandis que 45,9 % ne l'avaient pas été. Sur ceux qui étaient allés à l'école, 53,9 % s'étaient arrêtés au niveau primaire, et seuls 46 % avaient poursuivi dans le secondaire.
Tchad	La plupart des migrants avaient occupé des emplois manuels et avaient un niveau d'instruction faible, voire inexistant ; 58,4 % n'avaient pas suivi d'enseignement scolaire, 29 % avaient reçu une formation coranique, et 6 % étaient parvenus au niveau primaire, 3,4 % au niveau secondaire et 0,9 % au niveau universitaire.

Tableau 17: Informations de base sur la formation

Burkina Faso	–
Ghana	Parmi les migrants de retour, 73 % ont déclaré avoir suivi un apprentissage à un moment ou à un autre et avoir reçu une formation informelle. Quels que soient les cohortes et les districts, les migrants avaient suivi en moyenne un apprentissage pendant 20,6 mois avant d'émigrer. Le secteur professionnel le plus courant dans lequel une formation avait été suivie était le bâtiment et les travaux publics (229 personnes, soit 40 %), suivi par la mécanique automobile/l'électricité (82 personnes), la conduite (68 personnes), la soudure (27 personnes) et la confection (17 personnes). Quelques-uns avaient également bénéficié d'une formation courte liée à leur travail ou à d'autres domaines ciblés permettant d'améliorer leurs conditions de vie. Les migrants plus âgés avaient été davantage formés : 4,5 % des migrants de 30 à 34 ans avaient reçu une formation, contre 1,3 % seulement pour ceux ayant entre 18 et 34 ans. Globalement, seuls 3,8 % avaient suivi une formation courte de moins de six mois portant sur les moyens de subsistance. Ces formations courtes couvraient divers sujets : 19 % portaient sur l'agriculture et les pratiques agricoles ; 15,4 % sur les professions libérales/l'encadrement et l'informatique ; 12 % sur la pédagogie, et 8 % sur le travail administratif. Un migrant sur dix a déclaré posséder des compétences en informatique, ce qui n'a rien de surprenant compte tenu des emplois occupés en Libye. Un tiers d'entre eux s'étaient formés tous seuls, 28 % avaient acquis leurs connaissances à l'école, et 25 % avaient appris auprès d'amis. Seuls de 1 % à 2 % avaient appris dans leur travail ou grâce à des cours d'alphabétisation pour adultes. Leur faible niveau d'instruction ne les prédisposait pas à acquérir des connaissances informatiques.
Mali	–
Niger	–
Sénégal	L'apprentissage pendant le travail était plus fréquent que la formation classique, 42,6 % des migrants possédant une formation professionnelle avant leur départ. En termes de secteurs, 40 % travaillaient dans le bâtiment, suivi par la charpenterie, le transport, la couture, la mécanique, la boulangerie, etc. Seuls 2,8 % ont déclaré avoir des compétences en informatique.
Tchad	–

8. RAPATRIEMENTS DE FONDS

8.1. Montant et mode de transfert

Compte tenu de l'hétérogénéité des rapports établis et des différences de taux de change, il est impossible de dégager des tendances générales pour l'ensemble des pays sur le montant des fonds rapatriés par les migrants. En outre, même à l'intérieur des pays, les données relatives aux sommes envoyées sont contradictoires. Au Ghana, par exemple, les migrants de retour ont déclaré avoir rapatrié 602 cedis ghanéens (340 dollars E.-U.) par mois, mais les employés des banques font état de montants nettement inférieurs – 86 dollars E.-U. par mois en moyenne, et un maximum de 500 cedis ghanéens (288 dollars E.-U.). Sachant que les migrants ghanéens semblent avoir eu accès à des emplois mieux payés que les autres migrants ouest-africains, il paraît probable que ces derniers auront rapatrié moins d'argent en moyenne. Au Burkina Faso, par exemple, les évaluations ont fait état de rapatriements de fonds annuels moyens de 250 000 francs CFA (498 dollars E.-U.), tandis que les migrants de retour au Mali disaient avoir envoyé chez eux 100 000 francs CFA (195 dollars E.-U.) tous les ans.

S'agissant des méthodes de transfert employées pour rapatrier l'argent gagné, les migrants maliens et, surtout, ghanéens ont déclaré avoir principalement fait appel à des agences de transfert, comme Western Union. D'autres envoyaient l'argent par l'intermédiaire de banques, d'agents ou d'amis. Les personnes interrogées au Niger privilégiaient essentiellement les voies non officielles et recouraient à des intermédiaires commerçants. Certains migrants maliens utilisaient aussi un système informel connu sous l'appellation de « système du foyer » ou « système fax », qui présentait l'avantage d'offrir des taux de commission moins élevés mais impliquait pour les migrants un risque plus élevé d'être expulsés s'ils étaient pris à passer par des moyens non officiels de transfert d'argent.

Tableau 18 : Informations de base sur le montant et la régularité des rapatriements de fonds

Burkina Faso	Certaines données sur les rapatriements de fonds, provenant non pas de Libye mais d'autres pays tels que l'Italie et le Gabon, étaient disponibles. Par exemple, des études menées au milieu des années 1990 ont indiqué que les ressortissants burkinabé se trouvant en Côte d'Ivoire rapatriaient en moyenne 250 000 francs CFA par migrant et par an, même si les sommes envoyées variaient en fonction de l'emploi occupé ou du statut juridique des migrants.
Ghana	Presque tous les migrants de retour (90 %) ont déclaré rapatrier des fonds chez eux. Ces propos ont été confirmés par les directeurs des banques locales de certains districts, qui ont expliqué que la Libye avait été le premier pays de rapatriements de fonds quant au nombre d'opérations, mais non en valeur. Ils ont précisé que la limite supérieure était de 500 cedis ghanéens, et la limite inférieure de 150 cedis ghanéens. Les migrants ont affirmé avoir rapatrié en moyenne 602,90 cedis ghanéens par mois ; toutefois, ce montant est probablement exagéré car les paiements étaient périodiques et l'emploi en Libye était irrégulier. Il est plus probable que les migrants aient économisé de l'argent au lieu de le transférer chez eux. Neuf sur dix ont rapatrié des fonds pour subvenir aux besoins de 1,4 enfant en moyenne et d'environ cinq autres bénéficiaires.
Mali	Parmi les migrants de retour, 91 % ont déclaré qu'ils transféraient de l'argent chez eux au rythme de six rapatriements par an pour un montant annuel moyen de 600 000 francs CFA, soit 100 000 francs CFA chaque fois.
Niger	Les transferts ont été estimés à au moins 50 millions de francs CFA par semaine dans la seule ville de Filingué.
Sénégal	Plus de 73,9 % des migrants de retour ont déclaré qu'ils transféraient régulièrement de l'argent chez eux.
Tchad	Région de Kanem : Pas de chiffres officiels mais, selon les estimations, entre 100 et 150 millions de francs CFA étaient envoyés depuis la Libye tous les mois.

Tableau 19 : Informations de base sur les modes de transfert

Burkina Faso	–
Ghana	Les principaux modes de rapatriement de fonds étaient, notamment, les transferts monétaires (79 %), les banques (12,6 %), les agents (5,52 %) et les amis (2,55%). De nombreux migrants de retour n'avaient pas de compte bancaire avant leur départ, et faisaient appel à des intermédiaires en Libye ou au Ghana pour ouvrir des comptes sur lequel étaient versés leurs dépôts périodiques. Les banques locales ont confirmé qu'elles avaient des comptes pour des personnes se trouvant en Libye.
Mali	Les rapatriements de fonds étaient essentiellement envoyés par l'intermédiaire d'agences de transfert d'argent comme Western Union et MoneyGram. Des systèmes informels étaient également utilisés, comme le « système fax » ou « système de foyer », un système de binômes. Ces procédés étaient presque identiques aux canaux officiels, mais avec des commissions inférieures et le risque pour les migrants d'être arrêtés et expulsés dans leur pays.
Niger	Les rapatriements de fonds étaient effectués par des intermédiaires commerçants et utilisaient rarement les voies officielles comme Western Union.
Sénégal	–
Tchad	–

8.2. Importance et utilisation des fonds rapatriés

Dans les six pays étudiés, les fonds rapatriés par les migrants de retour avaient constitué une forme importante de soutien pour les familles, jouant un rôle majeur dans la survie des ménages. Ils étaient utilisés pour satisfaire les besoins quotidiens essentiels – nourriture, hébergement, santé et éducation – peu d'argent restant pour l'investissement. Les évaluations ont montré que, de fait, la majeure partie des fonds rapatriés (près de 90 % dans certains pays) était consacrée à l'alimentation. Lorsque l'argent servait à se constituer des avoirs, il s'agissait généralement d'achats destinés à l'agriculture, comme du bétail, des lopins de terre et du matériel agricole. Au Ghana, certaines familles de migrants utilisaient les fonds pour envoyer leurs enfants dans des écoles privées. Dans les six pays, toutefois, les taux d'épargne étaient bas.

Il ressort des évaluations menées au Ghana que les migrants de retour étaient satisfaits de la façon dont les fonds envoyés avaient été dépensés. Il semble que les ménages ayant des parents à l'étranger jouissaient d'un niveau de vie relativement élevé et étaient considérés par les autres membres de la communauté comme réussissant bien. Cependant, il est apparu que les fonds rapatriés bénéficiaient uniquement aux ménages concernés, et les données recueillies n'ont guère montré d'effets favorables sur l'économie locale dans aucun des pays examinés. Au Tchad, l'évaluation n'a fait état d'aucun avantage pour les communes. Les informations issues de l'évaluation réalisée au Niger renfermaient néanmoins quelques contradictions ; d'un côté, les personnes interrogées déclaraient que les fonds reçus procuraient un soutien important aux familles et à l'économie locale, alors que de l'autre, les renseignements réunis dans les villes visitées indiquaient que les rapatriements n'étaient pas utilisés pour des projets d'investissement social au sein des communautés. Le rapport d'évaluation pour le Mali fait allusion aux bénéfices potentiels des petites entreprises créées par des familles et du partage des compétences et du savoir-faire transmis par les travailleurs migrants. Deux des évaluations mentionnent également les éventuels effets indésirables de la migration, qui contribue à affaiblir les liens familiaux et crée une dépendance à l'égard des fonds rapatriés, ce qui peut compromettre la productivité locale.

Tableau 20 : Informations de base sur l'importance et l'utilisation des fonds rapatriés

Burkina Faso	Les fonds rapatriés sont une ressource importante pour les familles. La migration génère des ressources, mais affaiblit aussi les liens familiaux et se traduit également par une partition accrue des maisons familiales (sous forme de cours séparatrices) et la création d'espaces privés. Le recul de la solidarité est aussi manifeste au niveau de la communauté. A leur retour, certains migrants utilisent les fonds envoyés pour aider leur famille, acheter des chèvres ou des moutons, investir dans de petites entreprises ou dans du bétail, tandis que d'autres ne font pas d'investissements productifs.
Ghana	En général, les rapatriements de fonds semblent avoir eu des effets bénéfiques sur les ménages et les communautés, et étaient utilisés pour soutenir la consommation familiale, éduquer les enfants, acheter des terrains et construire des maisons, chaque envoi de fonds aidant en moyenne cinq membres d'une famille. Les principaux types d'avoirs que possédaient les migrants de retour étaient des bâtiments, des lopins de terre, des tracteurs, des véhicules, des moulins à maïs, des tronçonneuses, des conteneurs, des boutiques et des machines d'épandage. Les ménages interrogés ont déclaré que ces revenus servaient souvent à payer les dettes contractées pour payer le voyage. Lorsque les migrants rentraient au cours de la première année, les membres de leur famille étaient déçus de ne pas avoir pu bénéficier de rapatriements de fonds plus élevés avant qu'ils ne soient contraints de rentrer. Parmi les personnes interrogées, 88,1 % ont déclaré que les sommes envoyées étaient principalement consacrées à l'alimentation, 3,7 % ont cité l'achat d'un lopin de terre et la construction d'une maison, tandis que 3,3 % envoyaient des fonds pour réaliser des économies. Un fait notable a été constaté dans certains districts, à savoir l'existence de plusieurs écoles privées accueillant des enfants de migrants dont les frais de scolarité étaient payés par des fonds rapatriés. Les personnes interrogées voyaient dans les rapatriements de fonds un moyen pour les ménages de jouir d'un niveau de vie relativement élevé et d'apporter des améliorations à leur maison. Ces ménages étaient perçus par les autres membres de la communauté comme ayant « bien réussi ». S'agissant de savoir si les migrants de retour étaient satisfaits de l'utilisation qui avait été faite des sommes rapatriées, 43,4 % se sont dits très satisfaits et 41,5 % satisfaits, tandis qu'un petit nombre n'était pas satisfait, et 3 % étaient indifférents.
Mali	Les communautés ont reconnu que les migrants fournissent un réel soutien aux familles de nombreuses manières, les rapatriements de fonds étant utilisés pour payer la nourriture, la construction d'un logement, l'achat de matériel agricole, l'assurance maladie, les impôts et les dépenses d'éducation. Beaucoup ont déclaré que les migrants soutiennent leur communauté d'origine. Les fonds rapatriés sont investis pour répondre aux besoins familiaux. Dans certains cas, l'appui fourni aux familles stimule l'économie locale par la création de petites entreprises commerciales. En outre, la transmission du savoir-faire des migrants à la communauté peut favoriser la formation et le développement local, par exemple à travers des activités telles que la boulangerie, la peinture et la soudure.
Niger	Les villes visitées par l'équipe d'évaluation comptaient de nombreux ressortissants en Libye, et les personnes interrogées ont déclaré que les rapatriements de fonds aidaient beaucoup les familles et l'économie locale. Les sommes envoyées étaient surtout utilisées pour satisfaire les besoins de consommation domestique de la famille, acheter un lopin de terre pour y construire une maison, ou couvrir les dépenses d'un mariage. A Filingué ou Abala, il n'a pas été fait état de fonds utilisés pour des investissements sociaux dans la communauté, par exemple dans des centres de santé ou des écoles (ce qui contredit les déclarations des personnes interrogées).
Sénégal	Les fonds rapatriés ont été utilisés pour la nourriture (58 %), le reste étant consacré à l'entretien de la famille, aux dépenses quotidiennes et à l'achat de bétail ; seuls 5 % ont été affectés à des investissements. Les rapatriements de fonds jouent un rôle majeur dans la survie des ménages. Ils sont utiles, mais ont aussi un effet négatif en créant une dépendance et en encourageant un certain marasme dans la production locale.
Tchad	A Ouaddai, les bénéficiaires de la migration sont essentiellement ressentis par les familles, mais pas au-delà. La migration n'est pas organisée, et ce sont surtout les jeunes hommes non éduqués des zones rurales qui émigrent. A Kanem, d'après une étude récente d'Action contre la faim, les rapatriements de fonds sont une source de revenu importante. Comme dans la région du Lac, la migration ne semble pas apporter de bénéfices pour les communes, et le soutien s'opère essentiellement au niveau de la famille. Les familles ayant des proches hors de la région dépendent d'eux pour l'argent et pour les activités agricoles et d'élevage. Les migrants achètent parfois du bétail pour augmenter la richesse de la famille.

9. CIRCONSTANCES ET EXPERIENCE DU RETOUR

9.1. Accueil des migrants à leur retour

Pour nombre de migrants rentrant au pays, le retour a été une expérience douce-amère. Les retrouvailles ont été riches en émotions, les familles étaient soulagées de voir leurs proches rentrer sains et saufs, mais, rapidement, la joie a fait place à l'inquiétude de ne pas parvenir à joindre les deux bouts, et les migrants se sont sentis gênés d'être revenus à la maison les mains vides. Un migrant sénégalais décrivait ainsi la réaction de sa mère : « Ma mère a pleuré quand elle m'a vu, puis elle a dit qu'elle avait perdu sa Soutoura » [perte de dignité et de respect due, ici, à la perte de revenus]. La plupart des migrants étaient issus de familles pauvres, si bien que leur retour au pays a accru la vulnérabilité de ménages déjà démunis, surtout dans des pays comme le Niger, qui souffraient par ailleurs de sécheresse et d'insécurité alimentaire chroniques.

Burkina Faso	–
Ghana	Au départ, les migrants ont été accueillis chaleureusement par leur famille et leur communauté, mais beaucoup se sont ensuite sentis humiliés et dévalorisés d'être rentrés chez eux les mains vides.
Mali	Les retrouvailles avec la famille ont été un événement heureux, mais le désespoir a vite repris le dessus en raison de la dureté des conditions de vie dans les lieux d'origine, où les ressources matérielles et financières sont très limitées.
Niger	–
Sénégal	Les migrants de retour ont parlé des difficultés du retour sur le plan émotionnel : « Nous ne sommes pas rentrés de notre plein gré, mais à cause de la guerre. Au Sénégal, on considère que si vous rentrez les mains vides, vous n'êtes plus respecté et vous êtes rejeté. Si vous n'arrivez pas à vous contrôler, vous devenez fou. Vos amis vous fuient, et même votre famille oublie vite ce que vous avez fait pour eux. »
Tchad	Les migrants de retour ont déclaré qu'ils avaient été accueillis avec amour et effusion, mais qu'ils étaient gênés d'arriver les mains vides.

9.2. Situation au retour et conditions de vie

Dans tous les pays étudiés, les migrants de retour se sont trouvés dans une situation très difficile, et ont souvent exprimé leur désespoir, leur anxiété et leur frustration. Ce qui ressort le plus nettement de tous les rapports d'évaluation, c'est la tragédie humaine de jeunes hommes et femmes subitement arrachés de leurs moyens d'existence et retransplantés dans une situation de dépendance, avec des perspectives sombres et incertaines. Dans bien des cas, les migrants de retour ont déclaré se sentir diminués, humiliés et ridiculisés ; ils ont subi le mépris et les mauvais traitements de membres de leur communauté, et se sont trouvés fragilisés et déstabilisés sur le plan émotionnel. Un migrant de retour au Mali exprimait de la façon suivante ce que beaucoup ressentaient dans les six pays examinés : « Les gens ne devraient pas se moquer de nous alors que nous sommes dans cet état d'abattement. »

Les préoccupations les plus courantes et les plus évidentes étaient l'emploi, le soutien financier, les dépenses quotidiennes et le logement. L'évaluation conduite au Burkina Faso s'est intéressée en particulier aux conditions de vie, et a révélé que la plupart des migrants de retour vivaient chez des parents ou des amis dans des maisons construites avec des matériaux rudimentaires et provisoires. Certains semblaient avoir du mal à trouver de quoi manger, et devaient souvent se contenter d'un seul repas par jour. Cependant, les personnes interrogées paraissaient avoir honte des difficultés rencontrées pour répondre à leurs besoins alimentaires essentiels : elles reconnaissaient leur situation lors d'entretiens individuels, mais insistaient sur d'autres types de difficultés, comme leurs soucis psychologiques, lorsqu'elles parlaient dans des groupes de discussion. Parmi les autres difficultés figuraient les frais de scolarité et de santé.

Les migrants de retour ont déploré l'absence de suivi de la part des pouvoirs publics et des autorités politiques. Un migrant rentré au Niger a déclaré : « Cela fait quatre mois que je suis revenu, et nous n'avons reçu aucun soutien jusqu'ici. C'est comme si l'on avait prévu quelque chose [sous-entendu de l'argent] pour nous, mais que cette chose soit resté bloquée, pour une raison ou une autre, à Niamey. » A l'équipe d'évaluation, les migrants de retour ont dit : « Vous êtes la énième mission, mais ensuite nous ne voyons rien de concret. » Les tensions familiales sont également exacerbées. Certains migrants de retour estiment que les fonds rapatriés n'ont pas été utilisés judicieusement. Un migrant de retour au Mali confiait ainsi : « J'ai réussi à envoyer près de 2 millions de francs CFA (3 984 dollars E.-U.) par an à mes parents, mais ils ont tout dilapidé et, aujourd'hui, il ne me reste même pas 1 000 francs CFA (1,99 dollars E.-U.), et c'est frustrant. Si j'avais su que cela se passerait ainsi, je serais resté à l'étranger pour de bon. Maintenant, je veux partir définitivement. » Dans d'autres cas, les familles se sont dites inquiètes pour leur survie. Au Sénégal, un père a relevé que son fils avait été l'unique source de revenus de la famille et que, depuis son retour, la famille rencontrait des difficultés considérables.

Les migrants de retour ont recouru à diverses mesures pour s'en sortir. Au Ghana, des directeurs de banques locales ont rapporté une augmentation des retraits et des clôtures anticipées de comptes à terme, ainsi qu'un accroissement de la demande de prêts. Au Burkina Faso, on a vendu des bêtes pour satisfaire aux besoins immédiats. Dans les deux cas, les migrants de retour liquidaient d'importants investissements pour survivre.

Certains ont repris le travail qu'ils faisaient avant de partir en Libye – comme l'agriculture – mais ont dit avoir du mal à trouver l'argent nécessaire pour acheter des intrants (semences, engrais et produits chimiques, par exemple). Au Burkina Faso, un très grand nombre de migrants de retour se sont remis à l'agriculture – en grande partie, semble-t-il, parce qu'ils avaient accès à des terres à cultiver. Au Ghana, certains ont acheté des taxis alors même qu'ils ne savaient pas conduire ou n'étaient pas assurés, créant un risque pour eux et pour les autres. Le rapport d'évaluation sur le Niger a révélé qu'une partie des migrants de retour avaient démarré des activités génératrices de revenu, comme de petits restaurants, ou s'étaient inscrits à des programmes de type « Vivres contre travail ». Au Mali, peu de migrants sont revenus avec des économies suffisantes pour lancer des projets susceptibles de faciliter leur intégration socioéconomique.

Dans les six pays étudiés, les migrants de retour ne possédaient pas les moyens financiers nécessaires pour amorcer de nouvelles activités rémunératrices, alors même qu'ils avaient des idées et le souci de se prendre en charge. La plupart avaient des ambitions – travailler dans l'agriculture, monter une entreprise, réaliser des projets de construction ou apprendre à conduire, par exemple – mais ils avaient besoin d'argent et de matériel pour lancer ces initiatives. Les quelques femmes migrantes rentrant au pays préféraient généralement créer des entreprises ou travailler dans le secteur de l'alimentation plutôt que cultiver la terre. Elles se sont heurtées à des difficultés particulières pour trouver un emploi, accéder à la nourriture ou gagner leur vie en pratiquant des activités agricoles.

Au manque de ressources financières s'ajoutaient d'autres obstacles majeurs à la réintégration, dont le traumatisme psychologique, la perte de terres ou de biens, et les dettes. Le « choc culturel » créé par le retour au pays semble avoir posé problème à certains : parce qu'ils avaient pris l'habitude d'un autre style de vie en Libye, ils étaient décrits par les membres de la communauté comme s'habillant différemment, se singularisant et adoptant des comportements jugés déplacés, tels que l'abus d'alcool et le changement régulier de partenaires. Parfois, ils semblaient ne pas avoir envie de reprendre le même travail qu'auparavant, et étaient uniquement intéressés par des emplois plus qualifiés.

Naturellement, certains migrants de retour souhaitaient émigrer de nouveau, et attendaient l'occasion de repartir en Libye. Une personne interrogée au Sénégal a déclaré : « Sans la guerre, nous ne serions pas revenus ici [...] car notre situation était bien meilleure en Libye qu'au Sénégal. Là-bas, nous gagnions bien notre vie, alors que maintenant nous avons du mal à nous procurer 25 francs CFA (0,5 dollars E.-U.). C'est notre foi en Dieu qui nous permet de vivre et de ne pas devenir fous. » Il est intéressant de noter, toutefois, que la plupart des migrants rentrés au pays étaient disposés à y rester et à s'adapter aux conditions locales, pour peu qu'ils puissent obtenir une aide pour trouver un emploi ou monter une affaire.

Tableau 22 : Informations de base sur la situation et les préoccupations des migrants de retour

Burkina Faso	<p>Parmi les migrants de retour, 79,7 % étaient retournés à l'agriculture plutôt qu'au travail qu'ils faisaient en Libye ; les autres travaillaient dans l'artisanat, le commerce et les emplois salariés. Il n'est pas étonnant que la plupart aient trouvé un emploi dans l'agriculture, car l'accès à la terre n'est pas difficile et 80 % ont déclaré avoir un lopin à cultiver. Les migrants de retour étaient installés dans trois types d'hébergement : 66,6 % vivaient chez un proche ou un ami, 30,2 % dans leur propre maison, et 2,9 % dans une location. La majorité (83,3 %) occupaient des logements faits de matériaux provisoires. Les installations sanitaires étaient limitées : 79 % ont déclaré que leur maison était équipée d'une douche faites de matériaux provisoires, et seuls 21,7 % disposaient de latrines. Les migrants n'ont qu'un confort minimum, mais ils connaissent les mêmes conditions que ceux qui n'ont jamais migré. En ce qui concerne les repas, 84,8 % ont au moins deux repas par jour, 60,7 % parviennent à couvrir leurs besoins alimentaires avec l'aide de proches ou d'amis, et 3 % grâce à un prêt. Parmi les personnes interrogées, 34,1 % pouvaient subvenir elles-mêmes à leurs propres besoins alimentaires grâce à leur activité actuelle, et 2,2 % en puisant dans leurs économies ; toutefois, 60,7 % dépendaient pour cela de proches et d'amis. Concernant l'éducation, 44 % ont déclaré ne pas pouvoir inscrire au moins un enfant à l'école faute de moyens. Pour payer les frais de scolarité, 46,6 % reçoivent l'aide de parents et de proches, 3,6 % prennent un prêt, 42,9 % peuvent couvrir ces dépenses grâce à leur emploi, et 7,1 % doivent utiliser leur épargne. Pour ce qui est des conditions de vie générales, plus de la moitié (52,2 %) les ont jugées mauvaises, 47,1 % acceptables, et seulement 0,7 % les ont estimées bonnes. Les principales difficultés rapportées par les migrants dans les groupes de discussion, par ordre d'importance décroissant, étaient les problèmes psychologiques (détresse, dépression, désespoir) (32,26 %), suivis par la pauvreté, les problèmes liés à l'alimentation, et les créanciers. Toutefois, dans les entretiens individuels, la plupart (28,8 %) ont déclaré que la nourriture était leur préoccupation principale, suivie par la dépendance, le logement et les soins de santé. Cette différence importante révèle le besoin, chez les migrants de retour, de tenter de préserver leur dignité en public en dissimulant leur problème majeur. Les migrants estiment que les obstacles à la réintégration sont l'incapacité de rembourser les prêts contractés pour émigrer, les difficultés psychologiques, la perte des biens acquis ou des investissements réalisés, et l'absence de ressources financières pour satisfaire leurs besoins. Les problèmes financiers ont également été cités comme une source de conflit entre conjoints et membres de la famille.</p>
Ghana	<p>Les migrants de retour ont fait état d'un sentiment de désespoir, d'anxiété et de frustration. Concernant leurs préoccupations, 68 % ont mentionné l'emploi ; 18 % le soutien financier ; 4,6 % les dépenses quotidiennes ; 4 % le logement ; et seuls 1 % ont évoqué les obstacles rencontrés pour lancer une affaire ou les entraves à l'éducation. Plusieurs migrants de retour se sont plaints de ne pas avoir de logement décent, d'un approvisionnement irrégulier en nourriture et de conditions éprouvantes, et se sont dits frustrés par l'attitude des autorités politiques et l'absence d'aide après les opérations d'enregistrement. Ils ont déclaré que leur principal souci, depuis leur retour, était l'absence d'un emploi rémunéré et de soutien financier. Alors que certains avaient repris l'emploi qu'ils occupaient auparavant comme agriculteurs ou artisans, ils ont dit avoir du mal à trouver l'argent nécessaire pour acheter les intrants (semences, engrais et produits chimiques), et à couvrir leurs dépenses de consommation quotidiennes. Des directeurs de banques locales ont aussi signalé des retraits, des clôtures anticipées de comptes à terme, et une augmentation des demandes de prêts par une proportion importante de migrants de retour possédant un compte bancaire.</p>
Mali	<p>Les migrants de retour se sont trouvés dans une situation précaire ; peu d'entre eux avaient fait des économies en Libye, si bien qu'ils ont eu du mal à mettre en œuvre des projets une fois de retour au pays – seuls 29 % ont pu démarrer une nouvelle affaire. Outre le travail agricole traditionnel, il n'existait que très peu d'activités génératrices de revenu, malgré le fait que les migrants de retour auraient aimé mettre en pratique les compétences acquises en Libye. Les migrants de retour se sont retrouvés livrés à eux-mêmes, situation qui comportait un risque réel de provoquer une nouvelle migration vers la Libye. D'après les informations sur le terrain, certains étaient déjà repartis au moment de l'évaluation. Les migrants de retour ont exprimé leur désespoir de se trouver chez eux sans aucune activité économique, avec le sentiment d'avoir les mains vides et d'être psychologiquement fragiles. Selon l'un d'eux, « Les gens ne devraient pas venir se moquer de notre situation de plus en plus désespérée ». Un autre a confié : « J'ai réussi à envoyer près de 2 millions de francs CFA (3 984 dollars E.-U.) par an à mes parents, mais ils ont tout dilapidé et, aujourd'hui, il ne me reste même pas 1 000 francs CFA (1,99 dollars E.-U.), et c'est frustrant. Si j'avais su que cela se passerait ainsi, je serais resté à l'étranger pour de bon. Maintenant, je veux partir définitivement. » Certains ont manifesté un changement de mentalité et ont déclaré ne pas vouloir faire le travail qu'ils faisaient avant d'émigrer en Libye, préférant utiliser les compétences qu'ils avaient acquises en Libye.</p>

Niger	A Tillabéry, l'absence d'activités rémunératrices est considérée comme un problème, et les migrants de retour ont montré des signes de lassitude : « Cela fait quatre mois que je suis revenu, et nous n'avons reçu aucun soutien jusqu'ici. C'est comme si l'on avait prévu quelque chose pour nous [sous-entendu de l'argent], mais que cette chose soit restée bloquée, pour une raison ou une autre, à Niamey. » Certains avaient démarré des activités génératrices de revenu (comme de petits restaurants) ; d'autres s'étaient inscrits à des programmes de type « Vivres contre travail », mais la plupart étaient inactifs car il n'y avait pas de travail agricole pendant la saison des pluies. Les problèmes d'endettement étaient courants, car les prêts avaient été utilisés pour la survie au jour le jour. Une situation similaire existait à Zinder. Les problèmes étaient aggravés par la crise alimentaire ; les migrants de retour venaient essentiellement de villages durement frappés par l'insécurité alimentaire qui avait sévi dans le pays pendant des décennies et culminé en 2005 et 2010.
Sénégal	Les migrants de retour ont déclaré se sentir ridiculisés, indiquant qu'ils avaient intériorisé les problèmes liés à une expérience migratoire avortée et à l'absence de soutien externe.
Tchad	–

Tableau 23 : Informations de base sur la santé

Burkina Faso	S'agissant de couvrir les dépenses de santé, 30,4 % pouvaient le faire à partir de leur activité du moment, 4,3 % devaient puiser dans leurs économies, et 65,2 % devaient faire appel à des prêts ou à une autre forme de soutien.
Ghana	Parmi les personnes interrogées, 46 % ont déclaré avoir des problèmes de santé, considérés comme chroniques par 3,2 % d'entre eux. Depuis leur retour, 43 % s'étaient rendus à l'hôpital pour des maladies dermatologiques, des douleurs dans la poitrine ou d'autres parties du corps, ou à cause du paludisme ou de la fièvre ; 60 % avaient payé les soins eux-mêmes. Le régime national d'assurance maladie a couvert près de 17 % des migrants de retour malades. Seuls 274 étaient affiliés au régime national car ils avaient besoin d'une aide pour payer les primes d'assurance.
Mali	–
Niger	A Tahoua, des cas isolés de rougeole avaient été relevés. Les enfants des familles de retour étaient dans une situation difficile, et de graves problèmes liés à l'accès à l'eau potable, à un espace de vie limité, au fait de dormir dehors, et à la promiscuité ont été constatés.
Senegal	–
Tchad	–

Tableau 24 : Informations de base sur les mécanismes d'adaptation et les activités des migrants de retour

Burkina Faso	–
Ghana	Certains migrants de retour avaient repris leur activité antérieure, mais beaucoup ont dit avoir du mal à trouver l'argent nécessaire pour acheter les intrants (semences, engrais et produits chimiques) et couvrir leurs dépenses quotidiennes. Quelques-uns avaient aussi acheté un taxi, mais certains ne savaient pas conduire et n'avaient ni permis ni assurance, s'exposant eux-mêmes et leurs passagers à des dangers. D'autres ne pouvaient pas trouver de travail comme plâtriers car ils n'étaient pas des maçons professionnels.
Mali	–
Niger	La situation des migrants de retour était différente d'une région à l'autre. A Tillabéry, par exemple, certains avaient démarré des activités génératrices de revenus, comme de petits restaurants ou des tavernes, trouvé un emploi (par exemple de gardiennage), ou s'étaient inscrits à des programmes « Vivres contre travail ». Les données du profil montrent que dans toutes les régions, la majorité avaient repris un travail d'ouvrier agricole ou avaient démarré une activité commerciale. Dans toutes les régions, les évaluations ont relevé que les migrants de retour avaient du mal à joindre les deux bouts.

Sénégal	Parmi les personnes interrogées, 29 % n'avaient pas de travail, tandis que la majorité (51 %) travaillaient dans l'agriculture, les autres ayant un emploi dans les affaires, le bâtiment, la charpenterie et la mécanique. Bien que la plupart d'entre elles aient une activité, elles n'étaient pas satisfaites. Les migrants de retour ont déclaré souhaiter explorer d'autres possibilités, dont une nouvelle migration : « Sans la guerre, nous ne serions pas revenus ici ... car notre situation était bien meilleure en Libye qu'au Sénégal. Là-bas, nous gagnions bien notre vie, alors que maintenant nous avons du mal à nous procurer 25 francs CFA (0,5 dollars E.-U.). C'est notre foi en Dieu qui nous permet de vivre et de ne pas devenir fous. La perte de nos compagnons d'aventure nous donne aussi de la force. » Un autre a confié : « C'est très difficile, et notre dignité ne nous permet pas de le montrer ; telle est la personnalité de l'aventurier. Nous nous sacrifions pour travailler et subvenir aux besoins de nos familles ; c'est avec dignité que nous affrontons le désert. Et aujourd'hui, ils nous considèrent comme des « moins que rien », alors que c'est le contraire qui est vrai. Nos femmes étaient regardées avec respect parce qu'elles envoyaient fréquemment de l'argent, mais aujourd'hui nous n'avons même pas les moyens de nous payer notre pain quotidien ; c'est dégradant. »
Tchad	–

Tableau 25 : Informations de base sur les aspirations des migrants de retour

Burkina Faso	–
Ghana	Les migrants de retour souhaitaient une assistance pour pouvoir travailler dans l'agriculture et l'agroalimentaire, apprendre à conduire, devenir fonctionnaires (par exemple, policiers) ou s'installer à leur compte dans les affaires, le commerce ou la construction (réparations électriques, soudure, maçonnerie et plomberie). Certains s'étaient organisés en association pour mettre en commun l'aide reçue du Gouvernement et se lancer dans des projets agricoles. Quelques autres voulaient une aide leur permettant de payer les frais de scolarité et de pension pour reprendre des études et une formation.
Mali	Les migrants de retour ont déclaré qu'ils avaient les capacités de bien gagner leur vie dans leur communauté d'origine, mais seuls 29 % avaient démarré une activité. Les activités qu'ils pouvaient pratiquer étaient notamment l'agriculture, la culture maraîchère, l'élevage, le commerce et le transport. L'une des personnes interrogées a déclaré : « Je suis agréablement surpris de voir nos jeunes qui rentrent de Libye faire des métiers pour lesquels il n'avait que peu de considération avant de partir pour la Libye. »
Niger	A Tillabéry, les idées en matière de réintégration socioéconomique avaient trait aux connaissances des migrants de retour et à ce qu'ils avaient fait en Libye. Les suggestions portaient sur des domaines tels que le travail manuel, l'agriculture, la boulangerie, la conduite, le bâtiment, la mécanique, le secteur de la sécurité, le commerce, la soudure et la coiffure. Les migrants de retour ont déclaré que le marché du travail en Libye offrait plus de possibilités que le marché national, mais ils étaient prêts à s'adapter aux conditions locales. Ils se sont montrés intéressés par l'élevage (bétail), le commerce (boutiques), la mécanique et l'automobile, et la production vivrière (en particulier les femmes). A Tahoua, les idées d'intégration socioéconomique portaient sur l'élevage, le commerce et l'artisanat. A Zinder, les migrants de retour ont cité le commerce, la conduite, la maçonnerie, l'artisanat et d'autres domaines nouveaux. Les données du profil indiquent que 57 % des hommes aspiraient à travailler dans l'agriculture, et 23 % dans les affaires, les autres centres d'intérêt étant la conduite de taxis et le bâtiment. Parmi les femmes, un très faible pourcentage souhaitait travailler dans l'agriculture (1 %), tandis que beaucoup préféraient les affaires (20 %) ; dans leur majorité, toutefois, elles ne recherchaient pas un travail en dehors de chez elles (40 %).
Sénégal	–
Tchad	A Mafafo, les migrants de retour ont déclaré qu'ils aimeraient rester au Tchad et reprendre les activités qu'ils faisaient avant d'émigrer – agriculture, pêche et élevage. Ils avaient besoin d'argent et de matériel pour reprendre leurs activités antérieures. Les femmes de retour ne souhaitaient pas travailler la terre, et ont déclaré qu'elles aimeraient disposer d'un capital pour démarrer des activités commerciales.

Tableau 26 : Informations de base sur les projets de migration futurs

Burkina Faso	–
Ghana	De nombreux migrants de retour ont déclaré qu'ils suivaient l'évolution de la situation en Libye pour décider s'ils allaient entamer ou non un nouveau périple. Parallèlement, certains désiraient ardemment s'installer dans leur pays si seulement ils pouvaient recevoir une assistance pour pouvoir trouver un emploi ou démarrer une affaire.
Mali	–
Niger	D'après les données du profil, de nombreux migrants de retour (50 %) ont exprimé le désir de bénéficier de facilités de crédit ou de recevoir du matériel qui puissent les aider à démarrer leur propre activité génératrice de revenus dans leur localité d'origine.
Sénégal	La plupart avaient un emploi mais n'étaient pas satisfaits et voulaient explorer de nouvelles possibilités, n'excluant pas d'émigrer de nouveau : « Sans la guerre, nous ne serions pas revenus ici ... car notre situation était bien meilleure en Libye qu'au Sénégal. Là-bas, nous gagnions bien notre vie, alors que maintenant nous avons du mal à nous procurer 25 francs CFA (0,5 dollars E.-U.). C'est notre foi en Dieu qui nous permet de vivre et de ne pas devenir fous. La perte de nos compagnons d'aventure nous donne aussi de la force. »
Tchad	La majorité (93 %) ont déclaré vouloir rester au Tchad ; seuls 4 % voulaient retourner en Libye ou se rendre dans un pays tiers, tandis que les 3 % restants n'ont pas répondu.

10. IMPACT SOCIOECONOMIQUE

10.1. Effets sur les communautés

Les communautés d'origine des six pays ont, elles aussi, subi certaines répercussions. La majorité des migrants de retour étaient issus de communautés pauvres et sous-développées, qui souffraient d'une agriculture défaillante, de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition, de l'absence de perspectives économiques, ainsi que de l'inadéquation des infrastructures de santé et des services d'éducation. Certaines régions connaissaient également des conflits. Face à ces défis, la migration de main-d'œuvre constituait une importante stratégie d'adaptation.

Il ressort des rapports d'évaluation que l'arrêt des rapatriements de fonds a eu des répercussions économiques sur les familles et les communautés, bien que ce constat contredise les indications précédemment citées selon lesquelles les fonds envoyés par les migrants n'avaient que peu d'incidences sur la communauté plus large. La consommation des familles a été indéniablement perturbée, l'argent nécessaire aux dépenses du ménage et à la nourriture quotidienne est devenu un problème, et certaines familles ont dû retirer leurs enfants des écoles privées. Les répercussions ont semblé particulièrement lourdes dans les endroits qui connaissaient une grave insécurité alimentaire depuis des années, comme le Niger, ou qui étaient en grande partie tributaires des rapatriements de fonds, comme le Mali.

Pour la communauté plus large, la brusque cessation des rapatriements de fonds a eu un effet défavorable sur les marchés et les commerçants locaux au Niger. Au Sénégal, les villages d'où étaient partis de nombreux expatriés en Libye ont beaucoup souffert – c'est le cas du village de Mandingo, par exemple, où 75 % des revenus provenaient de l'argent envoyé par les migrants vivant en Libye ou ailleurs. Les banques locales en ont ressenti les effets, du fait de la perte des dépôts et commissions que généraient les transferts effectués à partir de la Libye. Au Tchad, aucune conséquence visible sur les communautés ou les familles n'a été observée lors de l'évaluation, mais les personnes interrogées ont souvent mentionné le risque d'instabilité dû à l'absence d'emplois et à l'incapacité des migrants de retour à se réinsérer dans la société locale. Tant au Ghana qu'au Niger, les personnes interrogées ont indiqué que les communautés étaient inquiètes de la situation à l'égard de la sécurité et associaient les migrants de retour à une forte consommation d'alcool et aux petits larcins, mais il est difficile de déterminer dans quelle mesure il s'agissait d'allégations avérées ou de simples idées reçues. Au Ghana, les membres des communautés étaient généralement préoccupés par le risque d'instabilité sociale si ces jeunes hommes prêts à travailler dur ne parvenaient pas à trouver un emploi. Un directeur de banque interrogé dans le cadre de l'évaluation menée au Ghana exprimait son point de vue sur la crise en ces termes : « Elle a engendré des problèmes [...] les gens n'y étaient pas préparés. Mais ceux qui avaient envoyé de l'argent chez eux étaient mieux armés pour y résister. Certains étaient arrivés en Libye peu de temps avant. D'autres vivaient bien là-bas et n'avaient pas épargné. Ils ont donc du mal à joindre les deux bouts [...]. » Au Burkina Faso, en revanche, on a pu constater que les communautés ne se sentaient guère concernées – apparemment en raison d'un manque d'investissement des migrants dans leur pays d'origine lorsqu'ils étaient loin de chez eux.

Tableau 27 : Informations de base sur l'impact socioéconomique	
Burkina Faso	Les retours soudains ont eu des répercussions manifestes sur les communautés d'accueil : 23,6 % faisaient état d'une dégradation de leurs conditions de vie, 19,11 % d'une amélioration de la sécurité alimentaire, et 10,11 % d'une augmentation des dépenses familiales. Ils ont également provoqué des dépressions, la perte d'investissements, des problèmes de logement, une promiscuité, et un alourdissement des dépenses. Dans des endroits comme Boulgou, qui a connu deux crises alimentaires ces cinq dernières années, la situation était déjà très fragile sur le plan alimentaire. La majorité des personnes interrogées ont déclaré pouvoir satisfaire leurs besoins alimentaires grâce à la famille et aux amis, ajoutant toutefois que la situation s'aggravait. Pour y faire face, elles devaient notamment vendre des animaux (qui représentaient leur épargne) ainsi que d'autres biens. Cette perte de richesses et d'investissement aggravait leur vulnérabilité à long terme. Les rapatriements de fonds au profit des parents et des proches avaient été une source de revenus importante. Une étude effectuée en 2007 par l'Institut national des statistiques et de la démographie (INSD) a révélé que les fonds envoyés par des migrants représentaient en moyenne 15 % du revenu annuel des ménages, cette proportion étant plus élevée encore dans les provinces. La migration est considérée comme un projet familial et un investissement familial.
Ghana	L'arrêt des rapatriements de fonds a été ressenti au niveau des familles et des communautés. La consommation des familles a été touchée, certaines envisageant de retirer leurs enfants des écoles privées dans lesquelles ils étaient scolarisés. Trouver l'argent nécessaire aux dépenses du ménage et à la nourriture a aussi été considéré comme un problème par certains migrants de retour et membres de leur famille. Enfin, les banques locales ont fait état de pertes des dépôts et des commissions que généraient les transferts effectués à partir de la Libye. Parmi les ménages de retour, 70 % ont déclaré connaître des difficultés financières ; 7 % avaient du mal à faire face aux dépenses du ménage ; 5,8 % ont signalé qu'elles rencontraient des problèmes pour couvrir les dépenses éducatives ; et 10 % ont dit ne subir aucun effet négatif, peut-être parce qu'elles avaient suffisamment investi dans le pays pour que ces placements génèrent un revenu à leur retour. Outre ces effets directs, le pouvoir d'achat a aussi diminué. Des inquiétudes ont aussi été exprimées concernant l'agressivité et le style de vie des migrants de retour, qui s'adonnaient à la boisson et couraient après les femmes. Certains membres de la communauté les ont accusés de pratiquer de petits larcins. La police a également déclaré que les conditions de sécurité s'étaient détériorées.
Mali	Les migrants avaient soutenu leurs communautés, si bien que l'arrêt des rapatriements de fonds a eu des répercussions négatives sur le niveau de vie. La ville de Gao a été gravement touchée, et les conditions de vie des familles se sont dégradées. Les migrants qui avaient soutenu leur famille étaient désormais des personnes à charge. Dans certaines localités, une aide alimentaire d'urgence était nécessaire. Les migrants de retour à Gao et à Kita étaient généralement sans emploi et voulaient travailler dans l'agriculture ou dans des entreprises locales.
Niger	A Tillabéry, la vulnérabilité des ménages s'est accrue au niveau des familles. La ville avait connu une grave insécurité alimentaire ces dernières années, et un certain nombre de ménages n'avaient survécu que grâce à l'aide alimentaire directe de l'Etat et d'organisations internationales. Des incidences ont aussi été constatées à l'échelle des communautés, des marchés locaux et des commerçants. A Tahoua, les retours soudains et massifs ont eu des répercussions sur les individus, les familles et les commerçants de la communauté. Les conséquences ont été dramatiques pour les familles qui avaient besoin des rapatriements de fonds pour compléter leurs faibles moyens de subsistance. Tillabéry a connu un incident de sécurité lorsque des dizaines de migrants de retour se sont rassemblés à Filingué à l'arrivée de l'ambassadeur des Etats-Unis, en visite pour une autre raison (pour observer le travail d'une ONG). Hormis ce cas, aucun incident de sécurité majeur n'a été relevé, mais des rumeurs ont fait état de vols et autres crimes liés aux migrants de retour. A Tahoua, des problèmes de sécurité ont été évoqués face à la crainte que des migrants de retour ne volent du bétail. A Zinder, des allégations ont fait état de vols à main armée commis avec des armes venues de Libye. Le rapport d'évaluation a mis en garde contre la stigmatisation.
Sénégal	Le retour massif des migrants et l'arrêt des rapatriements de fonds ont provoqué le ressentiment des familles. Le père d'un migrant a déclaré que son fils avait été le seul pourvoyeur de fonds pour assurer la survie quotidienne de la famille et que depuis son retour, celle-ci connaissait des difficultés considérables. D'après les chefs du village de Mandingo, 75 % des revenus du village provenaient de migrants expatriés en Libye ou ailleurs.

Tchad	<p>Dans la région du Lac, au moment de l'évaluation, les principales personnes interrogées ont déclaré que les retours n'avaient pas d'incidences visibles sur les familles ou les communautés ; néanmoins, elles étaient préoccupées par l'instabilité due à l'absence d'emplois. Elles ont également évoqué les répercussions sociales à long terme de migrants qui étaient partis pendant longtemps et tentaient de se réadapter à la culture et au style de vie de leur pays. Elles ont expliqué qu'elles pouvaient repérer les migrants de retour par leur manière de s'habiller et par leur « attitude étrange », et s'inquiétaient du « mauvais exemple » qu'ils donnaient et de leur comportement délinquant. L'évaluation a également mis en évidence les préjugés à l'égard des femmes qui s'étaient rendues seules en Libye, dont on pensait qu'elles s'étaient livrées au travail du sexe. Les retours n'ont pas eu d'effets sur les prix des marchés car ceux-ci ne dépendaient pas des migrants se trouvant en Libye. A Kanem, il n'a pas été constaté d'effets sur les familles ou d'une vulnérabilité accrue de ces dernières, mais des inquiétudes ont été exprimées au sujet de l'insécurité alimentaire qui existait déjà. A Ouaddai, l'évaluation n'a pas mis au jour de répercussions visibles mais, là encore, on s'inquiétait des conséquences possibles. Aucune tendance particulière n'est apparue à N'Djamena, la capitale. La ville étant divisée en différents quartiers, les effets étaient difficiles à évaluer. La région de Salamat ne connaissant pas une migration aussi importante que les autres régions, il n'a pas été observé d'incidences liées aux retours.</p>
-------	--

Tableau 28 : Informations de base sur les réactions des familles et des communautés

Burkina Faso	<p>L'absence d'initiatives de soutien communautaire peut s'expliquer par divers facteurs, notamment par le fait que les migrants avaient très peu investi dans leur lieu d'origine. Ceux qui avaient investi localement l'avaient fait dans leur famille, et non pas au profit de la communauté. Les familles dont plusieurs membres avaient émigré en Libye étaient celles qui avaient été plus durement touchées.</p>
Ghana	<p>Au début, les familles et les communautés se sont réjouies de voir rentrer les migrants. Ils reconnaissaient que le retour au pays avait été une épreuve pour eux car les conditions dans lesquelles ils étaient rentrés avaient été difficiles, ce qui avait accru leur dépendance par rapport aux membres de leur famille et réduit le pouvoir d'achat dans les communautés. Les membres de la communauté étaient généralement sensibles au sort des migrants de retour. Toutefois, ils s'inquiétaient aussi de l'agressivité de certains, et les accusaient de pratiquer de petits larcins et de s'adonner à l'alcool. Dans le même temps, ils demandaient qu'ils soient aidés, soulignant qu'il s'agissait de jeunes hommes vigoureux et prêts à travailler dur, risquant de devenir antisociaux s'ils ne pouvaient pas trouver un emploi. Un directeur de banque locale a déclaré : « Les retours ont généré des problèmes ... les gens n'étaient pas préparés à rentrer. Mais ceux qui avaient envoyé de l'argent chez eux étaient mieux à même de supporter cette situation. Certains étaient arrivés en Libye depuis peu. D'autres avaient tout simplement profité de la vie là-bas et n'avaient pas économisé. Ils ont donc du mal à joindre les deux bouts. » Les migrants ont été bien accueillis car on craignait pour leur sécurité. Les conditions éprouvantes de leur retour ont aussi été reconnues car beaucoup sont arrivés sans leurs biens ou sans l'argent que leur devait leur employeur. Leur dépendance par rapport à leur famille s'est accrue. Des directeurs de banque ont signalé que les migrants de retour retiraient leurs dépôts et clôturaient leurs dépôts à terme de manière anticipée et demandaient de plus en plus de prêts. Les membres de la communauté ont déclaré qu'ils souhaitaient que les migrants reçoivent une aide sous forme de prêts et de formations ; ils ont souligné le risque de les voir devenir antisociaux s'ils ne parvenaient pas à trouver un emploi. Ils ne les voyaient pas comme des concurrents pour les postes de travail, et pensaient qu'ils pouvaient être réintégrés.</p>
Mali	-
Niger	-
Sénégal	<p>La réaction des familles était très émotionnelle : certains pleuraient de joie de voir leurs proches rentrés sains et saufs ; d'autres pleuraient de désespoir à cause de la perte de revenus. L'un d'eux a déclaré : « Ma mère a pleuré quand elle m'a vue, puis elle a dit qu'elle avait perdu sa « Soutoura » », terme qui fait référence à la vie privée, à la dignité et au respect, et est utilisé pour évoquer la possibilité de préserver le nom et la réputation de la famille.</p>
Tchad	<p>Dans la région du Lac, les migrants de retour avaient été bien accueillis par leur famille ou par des familles d'accueil dans la communauté. On était soulagé de les voir sains et saufs, mais l'on s'inquiétait aussi de l'absence de perspectives et de l'insécurité alimentaire (notamment en raison du plus grand nombre de bouches à nourrir). A Kanem et Ouaddai, les migrants de retour avaient aussi été bien acceptés.</p>

10.2. Réponse des pouvoirs publics

Au cours du conflit libyen, le transport et le retour dans leurs pays d'origine de centaines de milliers de migrants a constitué un immense défi logistique, que toutes les parties – organisations internationales, gouvernements et société civile – se sont employées à relever ensemble de manière constructive. La priorité a surtout été d'aider à l'évacuation et au transport de ces personnes en toute sécurité et dans la dignité, et de leur fournir des abris temporaires, des vivres et des soins de santé. Les gouvernements de la région ont coopéré avec l'OIM et d'autres partenaires pour prendre les mesures requises afin de faciliter le retour sans danger de leurs citoyens et des ressortissants de pays tiers traversant leur territoire. Dans les six pays étudiés, le retour et l'accueil des migrants semblent avoir été organisés de façon systématique. En revanche, lorsqu'il s'est agi d'aider à la réintégration, les mesures n'ont pas suivi – ce qui était peut-être inévitable compte tenu des circonstances. Au moment de la rédaction du présent rapport, certains gouvernements (conjointement avec l'OIM et d'autres organisations internationales) avaient obtenu des fonds et commençaient à planifier une aide à la réintégration des migrants de retour. Une planification plus globale est toutefois nécessaire.

En matière d'accueil, la démarche adoptée au Sénégal, comme dans d'autres pays de la région, a consisté, pour le Gouvernement, à mobiliser un comité national pour planifier une réponse, avec l'aide de l'OIM et d'autres organismes, consistant notamment à accueillir les migrants de retour aux aéroports internationaux ou aux points de passage des frontières terrestres, à leur fournir une assistance de base, puis à organiser leur transport jusqu'à leur localité d'origine.

La plupart des migrants sont rentrés sains et saufs, mais la majorité d'entre eux ont encore besoin d'aide pour se réintégrer. Au Niger, le Gouvernement a publié une ordonnance visant à apporter un soutien aux migrants de retour sous la forme de distributions de vivres, d'approvisionnements en semences, de distributions de bétail et de transferts monétaires. Cependant, à l'échelle locale, le degré de mise en œuvre varie d'un endroit à l'autre. Certaines autorités locales n'ont presque rien fait, et ne disposaient même pas d'une procédure d'enregistrement bien définie. D'autres, malgré un démarrage lent, avaient établi des plans visant à effectuer des transferts monétaires, à mettre en œuvre des programmes « Espèces contre travail », et à renforcer les banques de céréales. La situation observée au Tchad était tout aussi variable. Certaines autorités locales ou régionales avaient mis sur pied des comités de bienvenue et procédaient à l'enregistrement des nouveaux arrivants avant toute activité, tandis que d'autres ne faisaient rien. Au Sénégal, une partie du problème tenait au fait que le retour était géré au niveau central, sans la participation des autorités sur place, aboutissant à une intervention insuffisante à l'échelon local.

Tableau 29 : Informations de base sur la réponse des pouvoirs publics/autorités

Burkina Faso	Les migrants de retour ont été accueillis à l'aéroport par le CONASUR (Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation), la Croix-Rouge et l'OIM. Ils ont été hébergés et nourris, puis transportés dans leur communauté d'origine par convoi spécial ou par des transporteurs privés. Des opérations similaires ont aussi été menées aux points de passage de la frontière terrestre. Rien d'autre n'a été fait. Le seul soutien réel est venu des familles : sur les 64,13 % qui ont déclaré avoir reçu une aide, 99,4 % ont précisé que celle-ci provenait de leur famille.
Ghana	Le Gouvernement avait fait assaut de bonnes intentions, mais le rapport d'évaluation a constaté qu'à ce stade, peu d'aide avait été dispensée au-delà de celle fournie au stade initial de l'enregistrement.
Mali	Des efforts avaient été déployés pour soutenir les retours, mais ils ne se sont pas poursuivis jusqu'au stade de la réintégration. Les autorités locales avaient compilé des chiffres, mais ceux-ci sous-estimaient le nombre d'arrivées. On a supposé que des milliers de migrants étaient rentrés, mais il n'y a pas eu de collecte de données fiables. Davantage d'efforts pourraient être faits pour mobiliser la mise en œuvre de mesures dans l'agriculture ou les travaux publics.

Niger	<p>Le bureau de l'OIM à Niamey a fourni une aide à plus de 26 500 des personnes les plus vulnérables du Niger et d'autres ressortissants de pays de l'Afrique subsaharienne. Le Gouvernement a instauré un comité ad hoc pour coordonner et suivre la situation des ressortissants du Niger vivant en Côte d'Ivoire et en Libye, et a établi un plan composé des éléments suivants : a) distribution ciblée et gratuite de vivres ; b) approvisionnement en semences ; c) distribution de petits ruminants ; et d) transferts monétaires. Il a également envisagé de mettre sur pied un programme de réhabilitation socioéconomique pour les personnes concernées, en travaillant sur la gestion de la crise liée aux migrants de retour par un système d'alerte précoce, et en subventionnant une étude nationale portant sur un programme de réinsertion économique. A Tillabéry, les mesures d'accueil mises en place par les pouvoirs locaux ont été qualifiées de « timides », et s'attachaient surtout à reconduire les migrants jusqu'à leur village d'origine plutôt qu'à les maintenir dans des camps temporaires. A un endroit, les autorités ont demandé aux ONG de cesser de procéder à des recensements, pour éviter d'obtenir des chiffres contradictoires. Concernant le plan en quatre points adopté par le Gouvernement, les personnes interrogées ont estimé que les trois premiers points (vivres, semences et ruminants) étaient adaptés aux besoins des migrants. A Filingué, les pouvoirs publics n'avaient encore pris aucune mesure, et certaines organisations internationales envisageaient de mettre en place des activités. Les communautés se sont plaintes que des personnes venaient en mission mais que rien ne se passait ensuite : « Vous êtes la énième mission, mais ensuite nous ne voyons rien de concret. » A Tahoua, après des hésitations de départ, les pouvoirs publics ont commencé à organiser des activités d'accueil à travers leurs plans de développement locaux prévoyant des transferts monétaires, des programmes « Espèces contre travail » et le renforcement des banques de grains. A Zinder, les autorités ont reconnu l'absence de conditions d'accueil officielles, à cause de la transition politique et de ressources limitées. Elles ont donc choisi de réorienter les migrants vers leur village d'origine et évité de garder des personnes dans des camps au niveau des communes. Les migrants ont déclaré qu'ils avaient été renvoyés dans leur village sans avoir été identifiés et sans que leur profil ait été établi. Depuis, des comités ad hoc ont commencé à identifier les migrants de retour et à mieux établir leur profil socioéconomique. A Zinder, certaines ONG et organisations internationales, comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial, ont lancé une initiative visant à fournir des investissements pour des semences et un soutien à l'agriculture. L'évaluation menée par le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires montre que les migrants installés dans les villes avaient plus de perspectives de réintégration que ceux qui vivaient dans les zones rurales car ils pouvaient trouver un emploi occasionnel. Les personnes interrogées ont dit que les villageois vendaient les quelques bêtes qu'ils avaient pour payer leurs dettes. La culture maraîchère n'existe pas dans les régions d'élevage ou aux abords du désert. Des ONG voudraient proposer des formations ; l'une a suggéré des « emplois verts », ainsi que le ramassage et le recyclage des déchets.</p>
Sénégal	<p>Le Gouvernement a mobilisé un comité national pour les réfugiés, les migrants de retour et les personnes déplacées, afin de travailler en coordination avec les opérations de retour de l'OIM. Un plan a été élaboré avec l'OIM, d'autres organismes et divers ministères en vue d'offrir des services d'accueil à l'aéroport, consistant à accueillir les migrants de retour, à collecter des données et à leur fournir de l'argent pour payer le transport jusqu'à leur destination finale. Certains ont déclaré qu'ils avaient dû trouver eux-mêmes l'argent nécessaire pour rentrer chez eux. La création d'un mécanisme de coordination signifiait que l'on pourrait analyser les statistiques sur les retours et examiner la pression socioéconomique exercée par les retours massifs sur les communautés d'origine. D'après le rapport d'évaluation, les retours étaient gérés au niveau central, apparemment sans y associer les systèmes politiques et administratifs locaux, ce qui peut expliquer l'absence de réponse dans certaines localités.</p>
Tchad	<p>Dans la région du Lac, le Gouverneur a instauré un comité pour enregistrer les migrants qui rentraient dans la capitale de la région. Les migrants de retour étaient bien accueillis mais les autorités locales n'étaient pas en mesure de chiffrer le nombre de retours, car les enregistrements avaient été effectués sur papier. Il semble qu'il y ait eu une bonne collaboration concernant les procédures d'enregistrement, mais les ressources étaient limitées et les capacités insuffisantes. A Kanem, un comité a été mis sur pied dans la capitale de la région, composé du gouvernement local, de la Croix-Rouge, etc. En plus des migrants rentrés avec l'assistance de l'OIM, certains étaient revenus spontanément. L'enregistrement a été effectué, mais pas de manière cohérente. A Ouaddai, il n'y avait pas de comité d'accueil. Les pouvoirs publics ont travaillé avec l'OIM au centre de transit pour enregistrer les migrants de retour, mais tous ne sont pas restés dans la région.</p>

10.3. Possibilités d'intégration socioéconomique

Les possibilités de réintégration socioéconomique ont été évaluées dans plusieurs régions, donnant souvent lieu à des suggestions très précises. Bien que le potentiel soit manifeste presque partout, des efforts d'investissement et de développement s'imposent. Au Mali, par exemple, le développement agricole ouvre des perspectives, ce qui cadre bien avec les compétences acquises par les migrants de retour qui ont travaillé dans l'agriculture modernisée durant leur séjour en Libye. Il n'en reste pas moins qu'un soutien financier est nécessaire pour permettre à ces migrants d'exploiter leurs nouvelles compétences de manière productive et lucrative. Au Ghana, les migrants rentrés au pays ont besoin d'un soutien pour créer, dans leurs districts, des entreprises dans les domaines de l'agriculture et de la transformation des aliments, surtout sur une base coopérative. Faisant suite aux évaluations conduites dans le pays, l'OIM Ghana a lancé des projets de génération de revenus et de sensibilisation aux dangers de la migration. Au Tchad, les évaluations ont révélé que certains programmes mis en place par des organismes internationaux en matière de sécurité alimentaire et de nutrition avaient pris fin, soulignant qu'il était nécessaire : de renouveler la priorité accordée au microcrédit et au soutien à la génération de revenus (sous la forme de matériel et d'intrants agricoles aux fins de création d'entreprises) ; de développer les compétences (en matière de création de petites entreprises, de charpenterie et de couture, par exemple) ; et de lancer des initiatives plus vastes de création d'emplois et de développement communautaire. Les personnes interrogées au Niger ont mentionné le besoin d'une assistance d'urgence (sous la forme de vivres, de transferts monétaires et d'activités Vivres contre travail) et la nécessité d'un soutien en faveur des interventions agricoles.

Tableau 30 : Informations de base sur les possibilités d'intégration

Burkina Faso	L'évaluation a confirmé la nécessité urgente d'une aide alimentaire. Les migrants de retour s'étaient dits intéressés par des activités économiques mais leur manque d'expérience dans les domaines concernés peut signifier que le soutien financier et technique ne suffira pas à assurer la viabilité des activités. Bien qu'ils souhaitent rester dans leur communauté, la tentation de partir est grande, si bien que les initiatives de réintégration économique doivent tenir compte de ce facteur.
Ghana	De nombreux migrants de retour considéraient que les perspectives économiques dans les districts tournaient autour de l'agriculture (cultures, élevage de volailles et de bétail), du traitement des produits agricoles, en particulier des fruits (pastèques et mangues), du commerce, du travail artisanal qualifié (maçonnerie, charpenterie), de la conduite de véhicules et des travaux d'électricité. La plupart s'étaient rendus en Libye pour y trouver un emploi plus lucratif et estimaient que les perspectives étaient meilleures en Libye ou ailleurs. Leur séjour à l'étranger avait également accru leur aspiration à une vie confortable. Parmi les personnes interrogées, 96 % étaient d'avis qu'il existait, dans les districts où ils vivaient, des opportunités économiques qu'elles pouvaient saisir moyennant un soutien adéquat sous forme de véhicules, de petit matériel et de garantie des prix pour les récoltes. Certains étaient intéressés par des cultures non traditionnelles comme la courge Butternut. Ils pensaient que les longues heures de dur labeur passées en Libye les aideraient à faire de ces entreprises une réussite. La majorité estimaient aussi avoir les qualifications nécessaires pour occuper ces emplois (par exemple, charpenterie et maçonnerie, conduite de véhicules, commerce et agriculture) ; néanmoins, 51 % souhaitaient acquérir des compétences techniques. Les migrants de retour mentionnaient aussi des activités de groupe ou effectuées dans le cadre de coopératives dans la construction, les affaires, l'agriculture et les transports. Dans la région de Sedhiou, les migrants estimaient qu'il était possible de pratiquer la culture maraîchère, la culture de la banane et l'apiculture. La région peut offrir des perspectives d'intégration socioéconomiques aux jeunes, à condition que le potentiel existant soit utilisé de manière judicieuse et professionnelle. La production de bananes, de graines de sésame et de noix de cajou représente le cœur de l'économie locale. A Kolda, les possibilités étaient l'élevage de bétail (bœufs, chèvres) et les pêcheries. Le rapport d'évaluation indique que certaines actions de formation sont en train d'être mises en place pour les jeunes mais que soit elles sont ignorées soit elles ne sont pas mises à profit par les migrants de retour à cause de malentendus ou de fausses idées concernant ces projets.

Mali	<p>Les deux localités dans lesquelles s'est rendue l'équipe d'évaluation offraient des possibilités de réintégration des migrants de retour – les secteurs en expansion étant l'agriculture, l'élevage et le commerce, qui correspondent aux qualifications des migrants de retour. Il existait également un potentiel dans les boulangeries et le bâtiment. Les migrants n'ont pas les moyens nécessaires pour lancer des activités car ils n'ont guère pu épargner. En Libye, ils ont acquis des compétences dans les technologies modernes applicables à l'agriculture, à la culture, à l'irrigation, aux cultures maraîchères et à la conduite. Une personne locale a confié : « Je suis agréablement surpris de voir nos jeunes qui rentrent de Libye faire des métiers pour lesquels il n'avait que peu de considération avant de partir pour la Libye. » Les migrants de retour ont déclaré qu'ils réussiraient à bien gagner leur vie au sein de leur communauté grâce aux compétences qu'ils avaient acquises mais seuls 29 % avaient démarré des activités faute de fonds. Les banques se montraient disposées à les aider, à condition qu'ils aient des projets prometteurs. Certains programmes d'aide au développement, comme Action contre la faim, Oxfam et le Programme alimentaire mondial animent aussi des programmes dans la région.</p>
Niger	<p>Le rapport d'évaluation a recueilli des informations sur les possibilités d'une réintégration socioéconomique durable. Les types suivants d'emplois et d'activités génératrices de revenus ont été proposés dans les entretiens : travail de manœuvre, agriculture et élevage, production alimentaire et restauration (par exemple, boulangeries), travail dans l'automobile (réparations, conduite), bâtiment, sécurité, soudure et coiffure. Les migrants de retour étaient conscients que le marché du travail en Libye offrait davantage de perspectives mais ils se montraient disposés à s'adapter aux travaux disponibles sur place. Dans la région de Tanout, des plans de développement locaux proposaient des idées de réintégration comme la création d'un centre de formation professionnelle où enseigner des métiers techniques et artisanaux (travail du métal et du bois). Les ONG présentes dans la localité ont également suggéré des formations techniques ou des « emplois verts » pour la collecte et le recyclage des déchets ménagers et publics. A Zinder, les personnes interrogées sollicitaient une assistance d'urgence en termes de vivres directement disponibles, de transferts monétaires, de programmes « Vivres contre travail » et de soutien à l'agriculture.</p>
Sénégal	–
Tchad	<p>Dans la région du Lac, les programmes existants comprennent un programme national sur la sécurité alimentaire et un projet de microcrédits. Les personnes interrogées ont suggéré les activités suivantes : suivi des migrants de retour ; fourniture de matériels et d'intrants agricoles pour le démarrage ; acquisition d'autres qualifications, comme la création de petites entreprises, la charpenterie et la couture ; soutien aux migrants rentrés au pays en groupes ; et activités génératrices de revenus et menées avec l'appui de microcrédits. A Kanem, des projets de développement étaient exécutés par la FAO, le Programme alimentaire mondial, Médecins du Monde, Action contre la faim et d'autres organisations mais ont pris fin. Quelque 700 wadis sont cultivables toute l'année mais sont la propriété d'exploitations individuelles. La FAO a réussi à négocier l'accès à ces terres pour la culture mais hormis cette possibilité, les terres arables sont limitées. Les personnes interrogées ont insisté sur la nécessité d'un soutien immédiat dans les domaines de l'alimentation, du suivi des retours, des activités de microcrédit, des mécanismes de création d'emplois, des actions de sensibilisation et des activités pour les femmes.</p>

II. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Les données issues des évaluations offrent un panorama limpide et cohérent de la situation des migrants de retour dans les six pays étudiés. L'efficacité de l'opération de rapatriement menée par la communauté internationale, les gouvernements et les ONG pour faire face au danger le plus immédiat a permis de sauver la vie de milliers de travailleurs migrants et évité que la crise libyenne ne se propage à d'autres pays et ne se transforme en une catastrophe humanitaire bien plus grande. Plusieurs mois après, les menaces les plus directes étant écartées, d'autres besoins se font jour. Aujourd'hui, ce qui apparaît le plus clairement, ce sont les difficultés et la déception auxquels sont confrontés des dizaines de milliers de jeunes hommes (qui constituaient la majorité des migrants rentrant chez eux), soudain dépossédés des moyens d'existence qu'ils avaient trouvés à l'issue d'un parcours semé d'embûches, et qui font face à un avenir sans espoir, sans aucune possibilité de subvenir à leurs besoins. Il est indispensable de conduire des programmes d'intégration socioéconomique pour aider les migrants de retour et leurs familles, mais aussi pour préserver la paix et la stabilité des communautés, des pays et de la région dans leur ensemble. Il demeure nécessaire de poursuivre l'aide humanitaire sous la forme de distributions gratuites de vivres et d'un soutien psychosocial (entre autres mesures), jusqu'à ce que les programmes de réintégration soient opérationnels. Les initiatives visant à fournir ces services devraient s'inspirer des meilleures pratiques et tirer des enseignements de la réussite des programmes ou des projets en faveur de l'emploi ou de la réinsertion des jeunes ou encore des programmes menés ailleurs par l'OIM. Dans le cadre de ce processus, les données recueillies sur les migrants de retour offriront une source d'information essentielle pour la planification future. Les évaluations réalisées dans les six pays examinés ont débouché sur diverses recommandations, résumées ci-après.

Réintégration et stabilisation communautaire

1. Stabilisation communautaire

Dans les régions confrontées à des retours massifs, le soutien devrait être fourni de manière globale, à l'ensemble de la communauté, et non cibler les migrants et leurs familles, ce qui pourrait créer des tensions au sein de la population.

2. Réintégration socioéconomique

Les programmes de réintégration devraient reposer sur les priorités définies par des documents de politique générale et de planification établis aux niveaux régional, départemental et communal, et devraient faire participer des organisations communautaires, comme les associations de jeunes, les regroupements socioprofessionnels et les groupes de femmes.

3. Prise en compte systématique des questions de protection

Devant les répercussions sociales à long terme potentielles de l'afflux massif de migrants revenant dans leurs communautés d'origine et au vu des problèmes de sécurité que cela pose, il importe de rendre systématique la prise en compte des questions de protection – dans l'élaboration des stratégies et dans les activités concrètes qui pourraient être incluses dans les programmes de réintégration.

4. Soutien aux femmes

Il conviendrait d'inclure des activités destinées aux femmes dans toutes les stratégies mises au point, de sorte que les besoins des familles soient pris en compte et satisfaits. Cette approche permettra aussi de s'assurer que les familles continueront de bénéficier du soutien dont elles ont besoin, au cas où les migrants rentrés au pays décideraient de repartir en Libye ou ailleurs. En outre, compte tenu des préjugés potentiels contre les femmes célibataires ayant émigré en Libye, des initiatives s'imposent pour sensibiliser les populations aux droits des femmes et apporter à celles-ci le soutien dont elles ont besoin. Les femmes migrantes rentrées chez elles, tout comme celles restées au pays, doivent faire face à des difficultés familiales, sociales et économiques particulières, et il est important que ces spécificités soient prises en considération.

5. Activités menées dans le cadre de regroupements ou d'associations

Sachant que la plupart des communautés préfèrent créer des associations pour mettre en œuvre les activités, cette démarche devrait être adoptée dans tous les projets à moyen et long termes. Elle serait aussi conforme à la volonté de conduire les interventions en suivant une approche globale. Une formation pourrait également être dispensée aux groupes de migrants de retour dans des domaines tels que la constitution de regroupements, les coopératives, la gestion d'entreprises et le conseil, pour les aider à créer des entreprises florissantes. De plus, il conviendrait d'encourager la mise sur pied de coopératives ou d'associations de migrants de retour.

6. Ciblage et utilité de l'appui à la réintégration

Une assistance devrait être fournie aux migrants de retour pour faciliter leur réintégration, en tenant compte de leurs intérêts et de leurs aptitudes – par exemple, par l'octroi de prêts de faible montant gérés par des banques locales, la distribution d'intrants (engrais, produits chimiques et semences) et l'organisation de services de tracteur ou de services de commercialisation à l'intention des personnes intéressées par l'agriculture ou le commerce. Une formation dans des secteurs particuliers (comme la maçonnerie et la pose de briques ou de carrelage) devrait être proposée aux migrants de retour intéressés, dans le cadre de programmes d'apprentissage locaux faisant intervenir des maîtres-artisans, de façon à développer les compétences des migrants et à accroître leur employabilité. Les migrants qui souhaitent retourner à l'école pourraient être aidés dans le paiement de leurs frais de scolarité et de pension, et les compétences acquises en Libye pourraient être développées à travers des programmes d'apprentissage, en utilisant des facilités de crédit mises en place à cet effet par des institutions de microfinance ou d'autres organismes de financement locaux. Enfin, les Nations Unies et leurs partenaires pourraient travailler à des initiatives multisectorielles de réintégration axées sur la prévention des conflits, la cohésion et la protection sociales, ainsi que l'appui aux moyens d'existence.

7. Participation

Les migrants de retour ou leurs associations devraient être activement associés à la mise en œuvre des divers projets de réintégration, ce qui leur permettrait d'approcher de plus près et de mieux comprendre le fonctionnement des différentes institutions et organisations en place dans les districts. Cette participation contribuerait aussi à désamorcer leurs craintes d'une possible politisation ou d'une mauvaise affectation des fonds destinés à leur réintégration.

8. Enfants

Les enfants des migrants rentrés au pays doivent être réintégrés dans le système scolaire. Cette réintégration peut poser problème dans les pays francophones lorsque les enfants ont été habitués jusque là à un enseignement en arabe ou en anglais.

Gestion des migrations et renforcement des capacités

1. Renforcement des capacités des gouvernements

Parallèlement au soutien à court terme apporté aux gouvernements pour renforcer leur aptitude à parer au plus pressé, il est également nécessaire de consolider les capacités à plus long terme au niveau central. L'objectif ici est d'aider à gérer les migrations, à répondre aux demandes de main-d'œuvre locales et internationales, et à tirer parti des avantages liés aux rapatriements de fonds (capital humain, financier et social associé aux sommes envoyées par les migrants et aux retours). Les institutions publiques et les organisations de la société civile concernées devraient être formées à la gestion de la migration de main-d'œuvre, afin d'avancer sur la voie d'une meilleure utilisation des fonds rapatriés en faveur du développement social, économique et environnemental de leurs localités. Dans la même veine, il est impératif de développer les capacités des institutions communautaires afin de conseiller les jeunes sur les activités rémunératrices, et un soutien technique devrait être fourni aux structures communautaires de santé pour leur permettre d'offrir un appui psychosocial plus efficace aux migrants de retour et à leurs familles.

2. Création d'emplois

Des possibilités d'emploi viables devraient être créées dans les districts d'origine des migrants de sorte que les jeunes puissent gagner leur vie chez eux et ne soient pas obligés d'émigrer ou de se lancer dans des voyages risqués pour aller chercher du travail.

3. Campagnes d'information

Il est nécessaire d'informer les populations sur la migration sûre et les dangers de la migration irrégulière, en commençant dans les écoles et en s'adressant aux communautés des régions qui affichent des taux élevés d'émigration irrégulière. Des campagnes de sensibilisation plus vastes devraient aussi être menées dans les communautés d'origine, par le truchement des médias et au moyen de débats publics, sur les dangers de la migration et les difficultés rencontrées par les migrants à leur retour. En outre, les migrants devraient, lorsqu'ils sont encore dans le pays d'accueil, recevoir une aide qui leur permettrait de préparer leur retour en investissant dans la création d'entreprises dans des secteurs productifs de l'économie.

4. Initiatives régionales

Une approche plus large devrait être adoptée pour s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition chroniques. Elle demandera de renforcer les capacités institutionnelles et décisionnelles des différents pays et de donner priorité aux programmes qui œuvrent en faveur de la cohésion sociale, de la paix, de la sécurité et du développement.

Développement durable

1. Enseignement technique et formation professionnelle

Les ministères de l'éducation devraient être encouragés à organiser des cours d'alphabétisation destinés aux migrants de retour et à donner des moyens supplémentaires aux établissements d'enseignement technique de la région. A moyen et long termes, les autorités locales et les guides de l'opinion (notamment les autorités traditionnelles, les regroupements de jeunes et les médias locaux) devraient collaborer avec les services d'éducation pour augmenter l'attrait de l'instruction et de l'acquisition de compétences professionnelles durables. Cela pourrait se faire en mettant sur pied des programmes de bourses à l'intention des étudiants démunis, en faisant appliquer les quotas fixés par les institutions régionales d'éducation et en proposant un enseignement public continu (programmes de sensibilisation et parrainage de concours interdistricts entre écoles, par exemple) afin d'offrir des récompenses intéressantes aux meilleurs établissements et élèves.

2. Stratégies de gestion des risques

Des stratégies de gestion des risques permettant de faire face à de futures crises de même type devraient être établies au niveau local. Ces stratégies devraient être intégrées dans les stratégies locales actuelles de gestion des catastrophes.

REFERENCES

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 2011 *Humanitarian Emergency Response to the Libyan Crisis*. OIM, Genève. Disponible à l'adresse suivante : www.iom.int/jahia/webdav/shared/shared/mainsite/media/docs/reports/MENA-Seven-Month-Report.pdf.
- 2012 *Migrants Caught in Crisis: The IOM Experience in Libya*. OIM, Genève. Disponible à l'adresse suivante : http://publications.iom.int/bookstore/free/MigrationCaughtinCrisis_forweb.pdf.

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

- 2011 *Sécurité des moyens d'existence : changements climatiques, migrations et conflits au Sahel*. PNUE. Disponible à l'adresse suivante : www.unep.org/disastersandconflicts/Introduction/EnvironmentalCooperationforPeacebuilding/EnvironmentalDiplomacy/SahelReport/tabid/55812/Default.aspx.



Organisation internationale pour les migrations (OIM)

17 route des Morillons 1211 Genève 19 Suisse
Tél : +41.22.717 91 11 • Télécopie : +41.22.798 61 50
Courriel : hq@iom.int • Internet : <http://www.iom.int>